

n° 380 Janvier-Février 2026

# imag

Le magazine de l'interculturalité

## Chez Diallo Télé Jazz Restaurant

Spécialité Guinéenne, Ivoirienne et Sénégalaise

Plat à emporter

Panoramique

## Guinéen-nes de Belgique

Une intégration feutrée

Reportage photo

Le paradoxe afghan

Dédicace à

## **This is Us. This is Brussels**

Si Bruxelles comptait 1.000 personnes...

Qui seraient-elles ? Où vivraient-elles ?

D'où viennent-elles ? Quel âge ont-elles ?

Quels sont leur niveau et qualité de vie ?

Quelles langues parlent-elles ?

La règle de 3 : une manière efficace de révéler la diversité bruxelloise.



# E EDITO

Directeur  
du CBAI

Alexandre **ANSAY**

Il aura fallu 613 jours pour que la Région de Bruxelles-Capitale dispose enfin d'un gouvernement. Il est de bon ton aujourd'hui de se satisfaire de cette annonce.

Cela étant, il est parfois difficile de se réjouir.

Que pourraient valoir nos sourires face à ces hommes et ces femmes, demandeurs et demandeuses d'emploi qui, cette année encore, se sont inscrits dans nos formations ? Beaucoup d'entre eux et elles arrivent le matin dans les locaux du CBAI, le ventre creux avec, sur leurs épaules usées, des charges de responsabilité familiale qu'ils et elles n'arrivent plus à supporter. Nous sommes censés leur enseigner un des plus beaux métiers qui soit et nous nous retrouvons face à des situations de détresse jamais vues, où l'effondrement social déconstruit l'assise psychique, où ce qu'il reste de force d'âme ne parvient plus à socialiser.

Comme des vêtements qui se déchirent, nous voyons des êtres perdre ces enveloppes protectrices fondamentales qui habillent l'individu de son humanité.

Empire des causes et puissance des effets, les mesures Arizona commencent à révéler la violence qu'elles recèlent. A quelles extrémités de drames humains faudra-t-il arriver pour que les consciences sortent de cette torpeur où sommeille notre humanité ?

Nourrissons le vœu qu'un jour à venir, nous puissions dire : « Tout ceci n'aura été qu'un mauvais rêve », que Bruxelles, notre ville Région, Bruxelles la cosmopolite, riche de cette diversité qui la constitue, possède enfin les clés de son destin et que son avenir ne soit plus à la merci d'autres forces qui exercent, sur elle et son peuple, une emprise dévitalisante. ▶

# SOMMAIRE



## Edito

*Alexandre Ansay* ..... 3

## Panoramique

**Guinéen-nes de Belgique : une intégration feutrée** ..... 6

**De la Guinée à la Belgique. Lecture sociologique à partir de la migration peule** ..... 8  
*Mariam Diallo*

**Reconstruire une vie après les mutilations génitales** ..... 14  
*Jean-François Pollet*

**Un monde associatif en construction** ..... 18  
*Mamadou Saliou Bah*

**Espace refuge pour étudiant-es** ..... 22  
*Aissatou Barry*

**Voir grand** ..... 25  
*Nathalie Caprioli*

**Au bord du voyage, écrire** ..... 28  
*Marisa Fella*



Prochain dossier  
Mars-Avril 2026

Des politiciens  
comme  
les autres

### Cohésion sociale

Les projets de vivre et faire ensemble. Laboratoires d'inclusion ..... 30

*Valeria Lucera*

### Info dessinée

Des jeunes qui n'existaient pas ..... 34

*Illustrations : Riennepress. Texte : Nathalie Caprioli*

### Inclassable

Le tréma : une politesse belge ..... 38

*Kolë Gjeloshaj Hysaj*

### Reportage photo

Le paradoxe afghan ..... 40

*Fabrizio Foschini et Elio Germani*

### Texte sur photo

Points de vue, de Jean-Pierre Pisetta ..... 46

*Photo de Massimo Bortolini*



En février 2015, le front d'action des migrants organisa la marche des sans-papiers de Bruxelles à Anvers pour défendre la régularisation. Leur mobilisation n'a pas suffi à faire bouger les lignes de la politique migratoire qui s'est durcie entre temps.

# PANORAMIQUE

## Guinéen-nes de Belgique

### Une intégration feutrée

Une intégration feutrée ne signifie pas silencieuse. Au contraire, les Guinéens peuvent donner de la voix. C'est particulièrement le cas dans la lutte pour la régularisation des personnes sans-papiers.

Feutrée parce que discrète : les Guinéens et Guinéennes de Belgique représentent une minorité parmi les minorités. Aujourd'hui, ils sont plus de 10.000 recensés en situation régulière, dont la moitié réside à Bruxelles. De plus, entre 1991 et 2024, 12.084 ont obtenu la nationalité belge. Le nombre de demandeurs guinéens de protection internationale a augmenté de 50 % entre 2014 et 2023 (on compte 1.355 demandeurs en 2023)<sup>1</sup>.

Et derrière ces chiffres officiels, il y a l'humain, ses projets, ses rêves, ses galères, qui passent et qui demeurent.

[1] Sources : Ibsa (Institut bruxellois de statistique et d'analyse), CGRA, Statbel.

PIERS  
EJOUR  
ALITE

WIJ STRIJDEN VOOR  
Menswaardig Leven  
WIJ LEVEN HIER WIJ WONEN HIER  
Maar Niet Zonder Rechten

# De la **GUINÉE** à la **Belgique**

Assistante et doctorante  
à l'UCLouvain **Mariam DIALLO**

Lecture sociologique à partir de la migration peule

*Comprendre la présence guinéenne en Belgique implique de la replacer à la fois dans l'histoire de l'immigration subsaharienne et dans les trajectoires spécifiques des Peuls guinéens. Ce portrait sociologique se propose d'articuler les dynamiques macro-historiques et les trajectoires migratoires en s'appuyant à la fois sur des données statistiques nationales et sur des matériaux empiriques issus d'enquêtes qualitatives menées dans le cadre de mes recherches sociologiques<sup>1</sup> consacrées aux Peuls guinéens bruxellois.*

**V**ous connaissez peut-être un Diallo, une Bah, un Sow ou encore une Barry. À Bruxelles, ces noms de famille figurent parmi les plus courants, toutes origines confondues. Leur forte visibilité dans l'espace urbain bruxellois témoigne d'une présence migratoire bien ancrée : celle des Guinéens<sup>2</sup>, et plus particulièrement des Peuls guinéens.

politiques, des conflits armés et des crises économiques dans plusieurs pays africains. En 1999, près d'un tiers des personnes bénéficiant du statut de réfugié en Belgique étaient originaires d'Afrique, et 97 % d'entre elles provenaient de pays d'Afrique subsaharienne.

Si la proportion de Subsahariens dans la population totale demeure modeste et s'élevait à un peu plus de 1 % en 2013<sup>3</sup>, ils constituent néanmoins un groupe social important. Cette population est en croissance et s'inscrit dans une migration au-delà des anciennes colonies belges, où les Guinéens gagnent en visibilité.

## Immigration subsaharienne : quelques repères

La présence africaine en Belgique n'est pas récente mais elle s'intensifie et se diversifie à partir des années 1960 qui marquent un tournant avec la signature de conventions bilatérales facilitant l'arrivée de travailleurs migrants originaires d'Afrique du Nord. Parallèlement, les indépendances africaines entraînent une diversification progressive des origines migratoires.

À partir des années 1990, les demandes d'asile augmentent sensiblement, dans un contexte marqué par des transitions

## La Guinée : histoire politique et dynamiques migratoires

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, de l'Asie à l'Afrique, des contestations et désirs d'indépendance se font entendre dans les colonies. Dans le but de préserver son contrôle sur treize de ses colonies, le général de Gaulle propose un référendum ayant pour objet la création d'une communauté française destinée à intégrer les anciennes colonies qui serait placée sous la tutelle de la France. Une seule colonie fait front à la métropole : la Guinée Conakry. Le

28 septembre 1958, les Guinéens votent à 94 % « non » à ce référendum, frappant « comme un coup de tonnerre dans le ciel du colonialisme français »<sup>4</sup>.

Le 2 octobre 1958, après plus de soixante ans de colonisation, sous l'élan d'Ahmed Sékou Touré qui dit « préférer la liberté dans la pauvreté à l'opulence dans l'esclavage », la Guinée Conakry devient le premier pays des colonies africaines françaises à prendre son indépendance. Ce choix inaugure une période politique mouvementée. Le régime de Sékou Touré (1958-1984), d'inspiration socialiste, est suivi par celui du général Lansana Conté, arrivé au pouvoir par un coup d'État en 1984. La mort de ce dernier en 2008 ouvre une nouvelle phase d'instabilité, marquée par un coup d'État militaire, une répression violente et meurtrière des mobilisations politiques en 2009 et des élections contestées en 2010 menant Alpha Condé au pouvoir. Sa réélection en 2015, elle aussi contestée, accentue les tensions politiques ponctuées de manifestations réprimées. En 2021, Condé est renversé par un coup d'État militaire dirigé par le colonel Doumbouya, qui instaure une transition politique dans un contexte de promesses de réforme et de défis économiques persistants. Il sera élu président le 28 décembre 2025.

Ce climat politique instable s'accompagne d'une situation socio-économique précaire. L'indice de développement humain est très faible (la Guinée se situe à la 178<sup>e</sup> place sur 191 Etats) et près de la moitié de la population vit sous le seuil national de pauvreté. L'économie reste largement informelle et touche l'essentiel des emplois. Dans la capitale, les infrastructures urbaines sont défectueuses : les pénuries d'eau et de carburant provoquent régulièrement des coupures d'électricité et des troubles civils. Le système éducatif est également fragile et souvent perturbé par des grèves et des fermetures d'écoles. Ces facteurs contribuent à l'existence de dizaines de milliers d'émigrés guinéens à travers le monde. Cette migration reste majoritairement jeune et d'abord régionale, 74 %<sup>5</sup> étant orientée vers les pays voisins.

### Noms de famille les plus fréquents en Région de Bruxelles-Capitale en 2025

1	Diallo	5.364
2	Bah	2.884
3	Barry	2.032
4	Sow	1.483

Source : Statbel.

## La présence guinéenne en Belgique

En Europe, la Belgique constitue l'un des pôles importants de cette migration accueillant 3 %<sup>6</sup> des émigrés guinéens. Entre 1999 et 2019, près de 23.847 personnes nées en Guinée se sont installées en Belgique, incluant les demandeurs d'asile<sup>7</sup>. En 2017, la Guinée figure parmi les nationalités africaines les plus représentées dans le royaume, après la République démocratique du Congo et le Cameroun<sup>8</sup>. Le Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides place la Guinée-Conakry dans le top 5 des bénéficiaires des décisions de reconnaissance de réfugiés en Belgique entre 2010 et 2013. Plus récemment, en juin 2025, la Guinée figure parmi les dix premiers pays d'origine des demandeurs de protection internationale et dans le top 5 des nationalités les plus représentées parmi les demandeurs de protection internationale se déclarant mineurs étrangers non accompagnés.

La migration guinéenne en Belgique bien que relativement récente connaît une forte expansion. Elle s'effectue principalement par deux voies : le regroupement familial pour



©Thierno Barry

Participant au Brussels Pouto & Leppi Events 2025; le pouto étant le bonnet traditionnel peul, et le leppi le tissu indigo aux motifs géométriques porté à des occasions spéciales comme les festivals ou les mariages.

rejoindre des proches déjà installés dans le pays, et la demande d'asile. Environ un tiers des arrivées relèvent du regroupement familial, un peu plus de 20 % sont liées à la demande d'asile, 25 % à des motifs humanitaires, tandis que les migrations étudiantes demeurent minoritaires, représentant seulement 3 %<sup>9</sup>.

Parmi les demandes d'asile, certaines concernent des trajectoires de protection internationale motivées par des persécutions spécifiques fondées sur le genre, notamment les violences liées aux pratiques de mutilations génitales féminines (MGF)<sup>10</sup>. La recherche de sécurité face à des régimes autoritaires ou instables<sup>11</sup> ainsi que les difficultés économiques ont également joué un rôle important dans l'émigration de nombreux Guinéens.

## Qui sont les Peuls ?

La majorité des Guinéens arrivés en Belgique appartiennent à l'ethnie peule. Le terme peul désigne à la fois un groupe ethnique et une langue. Cette appartenance se manifeste

notamment à travers des patronymes spécifiques tels que Diallo, Bah, Sow, Barry ou Baldé, qui constituent de puissants marqueurs identitaires et renvoient historiquement aux grands clans peuls, en particulier ceux du Fouta Djallon<sup>12</sup>. Ces noms de famille, largement partagés au sein de la diaspora guinéenne, participent à la reconnaissance sociale et communautaire des Peuls dans les sociétés d'installation.

Selon l'anthropologue Cheikh Anta Diop, les Peuls seraient issus de populations de Basse-Égypte ; selon le préhistorien Henri Lhote, ils proviendraient de populations éthiopiennes; tandis que le généticien Cavalli-Sforza évoque une origine libyenne ou berbère. À ces hypothèses s'ajoutent de nombreuses autres théories, tant scientifiques que fondées sur les traditions orales. Ainsi, leur origine géographique ne fait pas consensus et demeure à ce jour incertaine. Les peuls sont historiquement des pasteurs de la région sahélo-saharienne nomade qui transhumaient dès que l'herbe manquait. Ils se seraient éparpillés dans l'ensemble de la vallée du Niger avant de s'implanter durablement dans les trois Fouta : Fouta Djallon, Fouta Toro et Fouta Nigérien. Le terme *Fouta* désigne des régions historiques d'Afrique de l'Ouest associées à l'implantation des populations peules.

Un autre exode aurait conduit une fraction de ce même peuple à travers l'Éthiopie et le Soudan. Une grande partie s'est sédentarisée et se retrouve ainsi dans l'écrasante majorité des pays d'Afrique de l'Ouest, mais également au Soudan, en République centrafricaine, et au Tchad. En Guinée, leur présence est historiquement concentrée dans le Fouta Djallon, région montagneuse surnommée le « château d'eau de l'Afrique de l'Ouest ». À partir du 18<sup>e</sup> siècle, les Peuls y fondent un État théocratique, basé sur les traditions peules locales et l'islam. Cette histoire spécifique confère à la région et à ses habitants une identité qui continue de structurer les appartenances sociales et culturelles.

L'État du Fouta Djallon sera démantelé par les Français en 1897 pour être intégré dans l'ensemble plus large de la Guinée

Ancien champion de boxe du Benelux à partir des années 1990, avant d'être élu échevin puis député bruxellois (PS) entre 2004 et 2019, Béa Diallo représente une figure phare de la communauté guinéenne.



française qui sera, à son tour, englobée dans le gouvernement général de l'Afrique occidentale Française. Aujourd'hui, la région du Fouta Djallon, située en Moyenne-Guinée, constitue le principal foyer de population peule dans le pays. Il existe plus d'une trentaine d'ethnies aux langues différentes en Guinée mais quatre d'entre elles réparties sur des territoires relativement homogènes peuvent être identifiées<sup>13</sup>.

Les Soussous, surtout présents en Basse-Guinée avec d'autres en nombres inférieurs comme les Nalou, Landouma, Baga, etc. Les Peuls occupent principalement la Moyenne-Guinée et cohabitent avec des groupes ethniques numériquement inférieurs comme les Foulacounda, Diakankè, Coniagui, etc. Les Malinkés occupent principalement la Haute-Guinée avec les Soninké, Konianké, Diakhanké, etc. Enfin, les forestiers composés des ethnies Guerzé, Kpellé, Kissi, etc. se trouvent en Guinée Forestière. Les Peuls sont donc loin d'être les seuls habitants de la Guinée, ce sont des Guinéens parmi d'autres. Selon différentes statistiques, ils représenteraient entre 35 % et 40 %<sup>14</sup> de la population guinéenne, ce qui en fait l'un des groupes ethniques les plus importants du pays.

## Trajectoires migratoires des Peuls guinéens

La forte présence peule au sein de la diaspora guinéenne en Belgique invite à analyser leurs parcours migratoires spécifiques. Les Peuls guinéens en Belgique peuvent être répartis en plusieurs catégories<sup>15</sup> : une infime minorité ayant fui le régime autoritaire de Sékou Touré, les demandeurs d'asile, les migrants venus dans le cadre du regroupement familial, les étudiants et les fonctionnaires. Les données disponibles, comme mentionné précédemment, indiquent que la majorité relève soit de la demande d'asile, soit du regroupement familial.

Au lendemain de l'indépendance, les Peuls ayant quitté la Guinée pour fuir le régime autoritaire de Touré s'inscrivent

dans un contexte plus large de stigmatisation politique. Progressivement désignés comme ennemis intérieurs, ils sont accusés de trahison et de sympathies coloniales, et subissent une stigmatisation persistante. Si l'essentiel de la migration demeure régionale, quelques Peuls atteignent néanmoins la France et la Belgique.

M. Baylo Diallo<sup>16</sup>, arrivé en Belgique en 1987, témoigne : «*Quand on est venus, il n'y avait pas beaucoup de Guinéens. J'ai trouvé des Guinéens ici qui avaient quitté la Guinée au temps de Sékou Touré. [...] Y en a qui sont là depuis 1959* ». Ce premier groupe arrive donc juste après l'indépendance.

À la fin des années 1980 et dans les années 1990, le profil des migrants évolue. Les étudiants, fonctionnaires internationaux et travailleurs qualifiés deviennent plus visibles.

M. Sadjo Barry, arrivé en 1992, explique que les Peuls présents à l'époque étaient majoritairement « instruits » : «*Soit ils étaient fonctionnaires internationaux, soit c'était toutes des personnes qui ont fait des études. Quand je suis arrivé, Béa était encore jeune* ». La mention de Béa Diallo dans l'entretien sert à souligner l'ancienneté du répondant. Béa Diallo, né d'un père diplomate guinéen à Monrovia, grandi à Paris avant d'arriver à Bruxelles dans les années 1980. Ancien champion de boxe belge et ex-premier échevin d'Ixelles, sa famille fait partie des premiers Peuls à s'installer durablement en Belgique, constituant ainsi une référence pour situer l'histoire de la communauté peule-guinéenne dans le pays.

M. Baylo Bah, arrivé en 1987 dans le cadre d'un contrat de travail international, souligne également que la Belgique était souvent un lieu de transit vers la France : «*Ils venaient par la Belgique... ce n'était pas pour la Belgique mais c'était facile d'avoir le visa belge* ».

De même, plusieurs jeunes mentionnent que leurs parents arrivés durant les années 1990 sont venus en Belgique car il était plus simple d'obtenir le visa dans le royaume «*avant*



la fin des années 1990 ». Des facteurs structurels, tels que les régimes de visa, ont ainsi contribué à transformer des trajectoires de transit en installations durables.

À partir des années 1990 et 2000, l'immigration peule se diversifie socialement. Des migrants moins scolarisés arrivent sous le statut de réfugiés et/ou à la recherche d'opportunités économiques. El Hadj Sadjo raconte son arrivée en 1991 : «Je suis venu à la recherche d'un engin, d'une voiture avec laquelle je pourrais travailler en Guinée ».

Il évoque également la très faible présence féminine peule à l'époque. Le regroupement familial, amorcé dès les années suivantes, contribue progressivement à l'enracinement de la communauté.

Si les Peuls constituent le groupe majoritaire parmi les ressortissants guinéens établis en Belgique, cette présence ne saurait être confondue avec l'ensemble de la migration guinéenne. D'autres groupes ethnolinguistiques guinéens sont aujourd'hui de plus en plus présents, contribuant à une diversification progressive des profils migratoires en provenance de Guinée et à une recomposition des dynamiques communautaires au sein de la diaspora.

## Une diaspora structurée et transnationale

Les Guinéens de Belgique entretiennent des liens transnationaux étroits avec la Guinée à travers l'envoi de fonds monétaires, les allers-retours réguliers entre la Guinée et la Belgique et par une organisation en associations d'originaires<sup>17</sup>. Ces dernières, fondées sur des marqueurs régionaux, villageois et ethniques visent à maintenir les solidarités locales en contexte migratoire, tout en contribuant au développement des villages et régions d'origine.

La diaspora se distingue également par une forte mobilisation autour d'événements sociaux majeurs, notamment en matière de solidarité funéraire. Le rapatriement des corps vers la Guinée, souvent organisé collectivement, constitue un moment clé de réaffirmation des liens communautaires et de l'attachement au territoire d'origine. Cette pratique, à la fois sociale, religieuse et symbolique, illustre la continuité des appartenances et la persistance d'un ancrage transnational, parallèlement à l'installation durable en Belgique. ▀

- [1] Plus précisément mon mémoire de master en sociologie effectué en 2019 à l'ULB et ma thèse doctorale en sociologie en cours à l'UCLouvain.
- [2] Bien que ces mêmes patronymes puissent être liés à des Peuls non guinéens (notamment mauritaniens, bien représentés à Bruxelles) ; ils restent néanmoins majoritairement associés aux Peuls de Guinée.
- [3] Schoumaker, B., & Schoonvaere, Q. (2014). *L'immigration subsaharienne en Belgique. Etat des lieux et tendances récentes*. Démographie et sociétés, 3, pp. 1-24. <https://dial.uclouvain.be/pr/boreal/object/boreal:127817>
- [4] Goerg, O., Pauthier, C., & Diallo, A. (2010). Le NON de la Guinée (1958) : entre mythe, relecture historique et résonances contemporaines. Paris. L'Harmattan.
- [5] Organisation internationale pour les migrations. (2020). *Migration en Guinée: Profil migratoire national 2020* (Rapport). Organisation internationale pour les migrations. <https://publications.iom.int/system/files/pdf/mp-guinee-202-fr.pdf>
- [6] Idem.
- [7] Selon une analyse des données du registre national belge effectuée par le démographe Bruno Schoumaker (UCL).
- [8] Selon l'Office national de statistique Belge
- [9] Schoumaker, B., & Schoonvaere, Q. (2012). *L'immigration subsaharienne en Belgique. Etat des lieux et tendances récentes*. Démographie et sociétés, 3, 1-24. <https://dial.uclouvain.be/pr/boreal/object/boreal:127817>
- [10] Lire en pages 14-17 l'article de J-F Pollet, "Reconstruire une vie après les mutilations génitales".
- [11] Cette motivation semble avoir été particulièrement prégnante entre l'indépendance et le début des années 2000. Depuis cette période, les motifs économiques semblent avoir pris le pas sur les raisons politiques dans les trajectoires migratoires.
- [12] Ces noms de familles peuvent également être rencontrés chez des communautés peules d'autres régions d'Afrique de l'Ouest ; néanmoins, leur usage et leur identification sont majoritairement liés aux Peuls du Fouta Djallon.
- [13] Baldé, A. (2007). L'ethnie à l'épreuve des enjeux politiques : Réflexions sur le cas guinéen. *In Communication à la Conférence Internationale Statistiques sociales et diversité ethnique*.
- [14] Straussberger, J. F. (2015). The « Particular Situation », in the Futa Jallon: Ethnicity, Region, and Nation in Twentieth-Century Guinea [Thèse de doctorat - Columbia University]. <https://doi.org/10.7916/D8T72GH5>
- [15] Cette catégorisation résulte d'une analyse issue d'un travail de terrain mené dans le cadre de mon mémoire de sociologie et de ma thèse de doctorat en sociologie.
- [16] Tous les noms utilisés sont des noms d'emprunt afin de garantir l'anonymat des répondant-e-s. Les extraits présentés sont issus d'entretiens réalisés en 2019 et en 2025 dans le cadre d'un mémoire de master en sociologie (ULB) et d'une thèse de doctorat en sociologie (UCLouvain).
- [17] Lire en pages 18-21 l'article de Mamadou Saliou Bah, « Un monde associatif en construction ».

## Population à Bruxelles (1<sup>er</sup> janvier 2024)

Bruxelles demeure le principal lieu de résidence des Guinéens en Belgique, mais leur présence augmente progressivement hors de la capitale, en particulier à Liège et à Anvers.

<b>Population totale</b>	<b>1.249.597</b>
Belges	784.968
Étrangers 37,2 %	464.629
Étrangers Union européenne 23,2 %	290.174
France	70.830
Roumanie	46.594
Italie	36.696
Maroc	33.166
Espagne	32.455
Portugal	19.031
Pologne	18.365
Ukraine	14.986
Bulgarie	13.148
Allemagne	11.539
Grèce	10.197
Turquie	8.740
Pays-Bas	8.263
Inde	7.913
Congo	7.361
Brésil	5.723
<b>Guinée</b>	<b>5.022</b>
Cameroun	4.466
Royaume-Uni	4.327
Algérie	3.246

Source : <https://ibs.brussels/themes/population/nationalites>

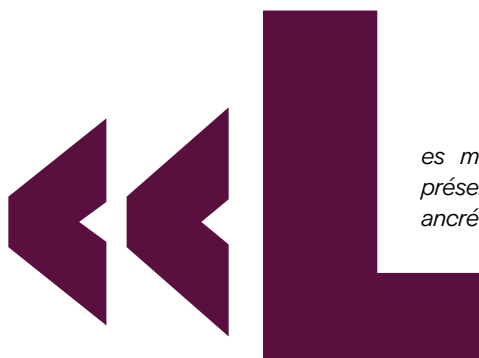


© GAMS

Journaliste Jean-François **POLLET**

# Reconstruire **UNE VIE APRÈS** les mutilations génitales

*Les mutilations génitales touchent 92 % des femmes de Guinée, la prévalence la plus élevée au monde après la Somalie. Plus de 12.000 Guinéennes ont trouvé refuge en Belgique où une association spécialisée, le GAMS, les accompagne sur le chemin de l'apaisement et les aide à se réconcilier avec leur corps.*



*es mutilations génitales re-  
présentent une tradition bien  
ancrée que l'on peine à faire  
reculer tellement  
elles marquent  
l'identité de la plu-  
part des commu-  
nautés », regrette  
Mariama Bah,*

coordinatrice de réseau au GAMS, Groupe pour l'abolition des mutilations sexuelles féminines, qui lutte depuis la Belgique contre ces pratiques. En Guinée, pays d'origine de la travailleuse sociale, 92 % des femmes subissent des mutilations, selon l'Unicef. Des fillettes sont excisées dès l'âge de 3 ans, mais la plupart des filles ont entre 8 et 18 ans lorsqu'elles passent par la case de l'excision. La pratique la plus courante est l'ablation des lèvres et du clitoris. *« Toute la société est touchée, poursuit Mariama Bah. Je devrais dire toutes les sociétés, car chaque communauté cultive ses propres croyances. En Moyenne-Guinée, les cultes et pratiques diffèrent de la Haute-Guinée, qui se distingue de la Guinée forestière ou de la Basse-Côte. »*

## Hors la loi

Langues, régions et ethnies changent, mais la pratique subsiste, insensible aux réformes juridiques décidées par la lointaine capitale, Conakry. Car depuis le tournant du millénaire, le bannissement de l'excision est gravé dans toutes les normes juridiques de Guinée. Dans une loi d'abord qui l'interdit en 2000, dans le Code de l'Enfance, ensuite, qui le bannit par un amendement de 2008. En 2016, le Code pénal le criminalise. En 2020, la nouvelle constitution élève la lutte contre les mutilations génitales en norme fondamentale. Les praticiennes s'exposent désormais à des peines de prison allant de trois mois à deux ans. Les peines s'allongent en cas d'infirmité de la victime. La mort est sanctionnée de 20 ans d'enfermement. Quelques procès se sont tenus. En 2017, six personnes ont été condamnées à des peines de prison. Mais rien n'y fait. La voix de Conakry ne porte pas jusqu'aux sociétés traditionnelles des plaines, forêt et bord de mer. Dans les villages, on reste convaincu qu'une femme doit passer par l'excision pour être adulte ; c'est un rite qui fait partie de son éducation.

*« Les communautés n'ont pas les mêmes compréhensions des choses, reprend Mariama Bah, et ne comprennent pas l'intention de la loi de la même manière. Il faut donc parler à tout le monde, prendre le temps de déconstruire les idées reçues avec chaque individu. On ne peut envisager une action collective, on doit commencer au niveau de chaque individu. »*

## Mort sociale

En attendant que la loi porte, certaines femmes sont confrontées aux conséquences sanitaires de leurs mutilations. Leurs plaies, parfois traitées à l'aide d'herbes, de cendres et de boue, cicatrisent mal. Certaines sont tourmentées par des douleurs, des infections ou des saignements et gonflements graves. À long terme, les plus malchanceuses souffrent de problèmes urinaires, développent des kystes, connaissent des complications à l'accouchement et des douleurs pendant les rapports sexuels. Enfin, elles doivent affronter les inévitables problèmes psychologiques : anxiété ou état de stress post-traumatique. Les rapports sociaux et conjugaux sont touchés, la confiance et l'estime de soi sont également dégradées.

Dans les villages, chercher à échapper à l'excision ou y soustraire ses filles revient à s'exposer à une véritable mort sociale. Plus d'ami, plus de solidarité villageoise ou familiale, pas de travail, pas d'accès au crédit et souvent, dans le dos, des insultes et des menaces. *« On n'est plus invité aux baptêmes, aux mariages, ni à aucune cérémonie, détaille Mariama Bah. Cette exclusion de la société a un grand impact pour les personnes concernées, car l'appartenance au groupe, aux siens, est très importante. Chercher refuge dans l'anonymat des villes de Guinée est illusoire, car celles-ci reproduisent la vie des villages. »*

Certaines aspirent alors au salut dans l'exil. En Belgique, 35.000 femmes sont venues rejoindre un conjoint ou ont obtenu une protection, victimes directes de mutilations génitales, ou mères craignant pour l'intégrité de leurs filles. La moitié d'entre elles, précisément 12.654, selon les dernières statistiques du GAMS, viennent de Guinée. Beaucoup fuient également un mariage forcé ou des violences conjugales. *« Les violences faites aux femmes représentent un système*

## Femmes et exil

Le GAMS forme les agents du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) pour qu'ils comprennent les problématiques soulevées par les mutilations génitales. Il arrive également que le Groupe accompagne des femmes dans leur demande d'asile. *« On a déjà vu des personnes se voir refuser le statut de réfugié, regrette Mariama Bah. Parce qu'elles n'étaient pas bien préparées. »* Il est vrai que la procédure est longue et semée d'embûches. *« On demande aux victimes de raconter dans le détail leur excision. C'est une histoire intime, traumatique, qui remonte parfois à plusieurs années. De plus, ces femmes ont subi divers types de violences et peinent à les expliquer. Le risque est que les auditeurs du CGRA trouvent ces récits confus. Nous nous efforçons de leur apporter un accompagnement apaisant qui leur donne une sérénité suffisante pour raconter leurs souffrances dans un récit intelligible. Au final, on voit que beaucoup de femmes et de filles obtiennent une protection du CGRA, et ça, c'est une grande victoire. »* Les trois premiers pays dont les ressortissantes obtiennent une protection en Belgique sont la Guinée, largement en tête (12.654 femmes en 2020), suivie de la Somalie (5.693) et de l'Égypte (1.801).

*de domination patriarcale, dénonce la travailleuse sociale, le socle commun de tous types de sociétés, qui partout dans le monde cherche à contrôler la sexualité des femmes.»*

### Comme une valise qui déborde

À Bruxelles, le GAMS mène, depuis 1996, tous les combats contre les mutilations et pour le réconfort des victimes<sup>1</sup>. Le Groupe sensibilise et forme les intervenants sociaux, médicaux et administratifs, lesquels ignorent généralement tout de ces pratiques et peineraient à les aborder sans une formation adéquate. Le Groupe développe également des bandes dessinées, des guides d'accompagnement et des études de situation. Et enfin, l'équipe écoute et accompagne les victimes venues chercher soutien et réconfort.

*« Les femmes arrivent ici sur présentation d'une assistante sociale, d'un psychologue, d'un juriste ou par le simple bouche-à-oreille, explique Mariama Bah. Elles débarquent avec des histoires de violences multiples et présentent des traumatismes pluriels. »* Elles sont chargées, dit-on au GAMS, *« de valises prêtes à déborder ».*

Une étude<sup>2</sup> détaille le contenu de ces valises. Celles-ci commencent à se remplir au pays avec plusieurs événements

traumatiques comme l'excision, la mort d'un proche ou des violences sexuelles. Elles se chargent ensuite, sur la route de l'asile, d'autres événements comme un enfant laissé derrière soi, une dette envers le passeur, des violences sexuelles encore. Arrivées dans le pays d'accueil, les valises sont alourdies de solitude, de difficultés administratives, de peur de l'inconnu, de l'insécurité d'une demande d'asile.

Ces femmes, lestées de leurs encombrants bagages viennent alors frapper à la permanence du GAMS. *« La personne ne vient pas forcément nous parler de son exil, constate Mariama Bah. Parfois, elle vient chercher un toit pour dormir, de la nourriture pour ses enfants. Elle parle de ses problèmes immédiats. On suggérera alors des adresses où trouver de l'aide. La question des violences sexuelles et du ressenti est abordée plus tard lors des entretiens suivants. Nous disposons d'outils qui expliquent ce que sont les violences conjugales et sexuelles et les émotions qu'elles soulèvent: la peur, le dégoût, la douleur, le stress. Cela nous permet d'expliquer à une personne victime de ces violences que, si elle ressent du dégoût, c'est normal. Nous avons des outils, animations, visuel ou podcasts, qui expliquent ce que sont les métiers de psychologue ou de gynécologue et comment ces personnes peuvent venir en aide. »*

### Sentiment de trahison

La majorité des jeunes femmes suivies par le GAMS sont traumatisées quand elles abordent la question de leur excision. L'étude « Femmes, excision et exil » précise que les « femmes se rappellent du jour de leur excision, comme extrêmement épouvantable, effroyable et traumatisant. Elles décrivent avoir éprouvé un sentiment de peur, d'impuissance, d'horreur et des douleurs sévères. Le caractère brutal lié à l'inattendu, au non-sens, fait également partie de leur récit. Non seulement les jeunes filles ne sont pas « préparées » à être excisées mais, en plus, elles doivent gérer le sentiment de trahison. Un parent ou un proche qui les accompagne vers le lieu de l'excision, une voisine ou un membre de la famille qui tient le couteau, une mère qui ne s'oppose pas ou qui n'intervient pas pour les sauver. »

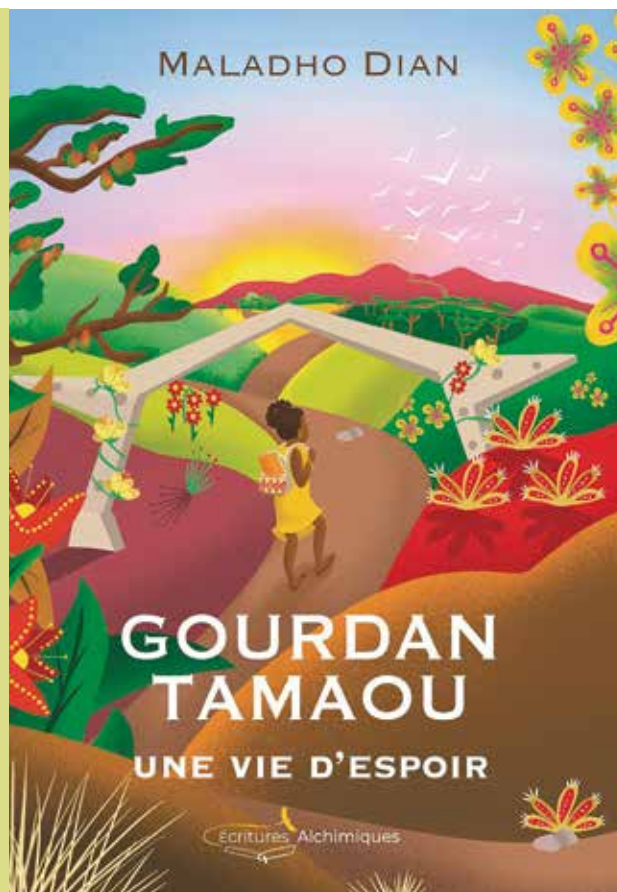
## La fiction pour exprimer l'indicible

Mariama Bah a écrit sous le nom de Maladho Dian « Gourdan Tamaou, une vie d'espoir ». Ce roman retrace le parcours d'une fillette peul, Tamaou, qui combat sans relâche l'excision qui l'a frappée dans sa chair à l'enfance. Le combat de Tamaou débute sur une fuite pour échapper à un mariage forcé. Après avoir suivi l'université et fondé une famille, elle refait ses bagages pour une deuxième et dernière destination, l'Europe, où elle pourra mettre définitivement ses filles à l'abri des mutilations.

Le récit de Tamaou est d'autant plus touchant qu'il s'inspire des témoignages de plusieurs femmes et de l'expérience de l'autrice. « *J'ai réussi à mettre en mots des événements que j'ai moi-même vécus et que j'ai pu ainsi déposer* », confie-t-elle à Virginie Houet d'Écritures Alchimiques, qui a accompagné son travail d'écriture. « *À travers ce livre, il y a eu cette capacité de nommer les choses, de les décrire, de les ressentir, mais aussi de sentir toute la force avec laquelle on a fait face à ces situations.* » Une vie d'espoir est un témoignage, mais aussi un récit de résistance et de résilience.



*Gourdan Tamaou, une vie d'espoir*, de Maladho Dian, Equality By Words asbl éditeur, 254 pages, 2024, 15 euros. Disponible au GAMS



Le GAMS propose à certaines de suivre une thérapie brève qui renforcera leur confiance en elles par un travail centré sur de petits objectifs concrets : se lever tôt, cuisiner une pâtisserie, mettre son agenda en ordre. Ces femmes prises dans un contexte global plutôt sombre vont se recentrer sur ce en quoi elles gardent encore prise. Des thérapies plus longues permettront aux patientes de comprendre ce qu'il leur est arrivé. Elles les pousseront à mettre de l'ordre dans leurs émotions et réapprendre les dimensions positives des rapports sociaux : confiance, partage, empathie.

Au bout du chemin, certaines demanderont une reconstruction chirurgicale. « *Je préfère parler de réexposition*, précise Mariama Bah. *Et en Belgique ces demandes sont plutôt rares, tout au plus trois personnes par an. Ce n'est pas forcément une bonne chose, car une réexposition, c'est une sorte d'excision à l'envers qui les conduit à revivre cet événement traumatique. Ce dont les femmes ont le plus besoin, c'est de se réapproprier leur corps. Il faut déconstruire l'idée que l'on ne peut pas avoir de vie sexuelle en étant excisée. Certes, c'est un handicap,*

*qui n'est pas normal, mais on peut vivre avec, le tout est de trouver le bon partenaire.* »

Entre groupes de sensibilisation, séances d'information et thérapie, l'errance des femmes mutilées suivies par le GAMS peut durer des années. Parfois des décennies. « *Certaines personnes reviennent nous voir cinq ans, parfois dix ans plus tard*, conclut la travailleuse sociale. *D'autres retournent à leur vie. Nous espérons qu'elles sont apaisées de leur souffrance et réconciliées avec leur corps. Puisqu'une vie épanouie est possible après l'excision.* » ▶

[1] Voir le rapport final « Évaluation de l'impact social de GAMS Belgique », février 2025, consultable ici : [https://gams.be/wp-content/uploads/2025/06/20250205\\_GAMS\\_ESSEC\\_EvaluationImpactSocial\\_RAPPORT\\_VF\\_FR.pdf](https://gams.be/wp-content/uploads/2025/06/20250205_GAMS_ESSEC_EvaluationImpactSocial_RAPPORT_VF_FR.pdf)

[2] *Femmes, excision et exil, Quel accompagnement thérapeutique possible ?* Ouvrage collectif de 178 pages coordonné par Annalisa D'Aguanno. L'étude est disponible sur le site du GAMS, onglet « ressources » <https://gams.be/wp-content/uploads/2024/01/Femmes-excision-et-exil-GAMS-Belgique.pdf>

# Un monde associatif en **CONSTRUCTION**



Il n'est pas possible d'évaluer le nombre exact d'associations guinéennes établies en Belgique en raison de leur caractère informel. A partir du Moniteur belge, on peut identifier une vingtaine d'asbl actives (associations sans but lucratif) et une dizaine d'entreprises sprl (sociétés privées à responsabilité limitée) principalement dans les secteurs de l'horeca, du transport, de l'import-export, du cosmétique et de l'agro-alimentaire. Nous soulignons qu'il s'agit bien des associations « actives », vu qu'un nombre conséquent d'associations reprises au Moniteur ne sont plus actives. C'est le cas, par exemple, de l'association «Amitié Guinée-Belgique», inactive depuis 10 ans, mais toujours mentionnée au Moniteur. Aussi, nous avons uniquement recensé les associations dont nous pouvions repérer une actualité au cours des trois dernières années. A celles-ci, il faut ajouter les commerces (épiceries, garages) de plus en plus nombreux à être tenus par des Guinéens.

*Cet article est extrait d'un projet de recherche-action<sup>1</sup> menée en 2017, portant sur l'identification et le rôle que joue la diaspora guinéenne de Belgique dans le développement économique de son pays d'origine. Nous avons interviewé une vingtaine de personnes aux profils socioéconomiques diversifiés. Nous nous sommes aussi basés sur des entretiens semi-directs et sur l'observation participante lors de rencontres communautaires d'associations guinéennes.*

En outre, nous avons identifié des activités et des groupes non répertoriés comme asbl ou sprl, ni même comme association de fait. Ces associations informelles, plus difficiles d'accès, peuvent avoir le même fonctionnement que les associations établies, voire en faire partie.

## Des femmes et des jeunes peu visibles

D'une manière générale, les activités relevant du domaine dit des femmes et de la famille ne sont pas définies comme des activités principales, alors même qu'elles sont parfois très importantes d'un point de vue social et économique au sein de ces espaces diasporiques. Ainsi, dans les entretiens menés avec les leaders associatifs, les activités développées par les femmes (tontines, médiation et accompagnement pour primo-arrivants,

soutien aux démarches sociales, etc.) n'ont quasiment jamais été spontanément mentionnées ni reprises dans les missions de l'asbl. Il a fallu poser la question de manière spécifique à ces responsables associatifs pour obtenir des informations sur les activités et projets menés par les femmes au sein de leur organisation.

Les activités des jeunes (16-25 ans) portées au sein ou en dehors de ces associations sont également peu visibles dans ce paysage associatif, alors que ces jeunes peuvent aussi être amenés à développer des activités et projets dans leur pays d'origine<sup>2</sup>.

De même en ce qui concerne les initiatives individuelles. La plupart des membres de la diaspora sont investis dans une ou plusieurs associations. En outre, nombreux sont ceux qui développent en parallèle, et à titre privé, des projets personnels en Guinée. Cependant, cette information tend à être passée sous silence dans le cadre des entretiens si la question n'est pas explicitement posée.

Le champ associatif, et donc diasporique guinéen, est fortement organisé autour de marqueurs régionaux, ethniques et confessionnels. En termes de politique de développement, cela se traduit par un investissement prioritaire dans la localité d'origine des associations. Ce qui nécessite de bien comprendre les modes de structuration et d'organisation de la diaspora guinéenne. Par ailleurs, à côté de ces logiques, un entrepreneuriat à but lucratif se développe en dehors du découpage régional, sur base d'une simple logique de profit.

Il ressort des représentations différenciées du développement selon que les projets s'inscrivent dans une démarche individuelle ou associative. Si les acteurs associatifs mettent en avant le développement du pays ou de la localité d'origine sur un registre



©Thierno Barry

« d'aide », voire de « co-développement », les initiatives privées sont, au contraire, présentées comme des projets à but lucratif visant avant tout des sources alternatives de revenus, pour soi ou pour la famille (résidant en Guinée ou en Belgique).

D'un point de vue associatif, on peut dire que l'appartenance à la région d'origine préside au mode d'organisation de la diaspora. La cartographie en page 21 retrace les liens entre les unités associatives de la diaspora guinéenne de Belgique, d'une part, et les localités du pays d'origine avec lesquelles ces unités sont reliées, d'autre part.

Il en ressort deux observations :

- une organisation diasporique basée sur la répartition politico-administrative de la Guinée, laquelle s'avère marquée par d'importantes tensions ethno-régionales dans la structuration de la société diasporique ;
- une structuration régionale transnationale avec un développement plus important vers la Moyenne-Guinée, du point de vue des acteurs associatifs engagés dans ces transactions.

Cette carte est une tentative d'explication de la dynamique du mode de structuration de la diaspora guinéenne en Belgique. Les nominatifs des associations guinéennes de Belgique répondent, dans une large mesure des cas, à la logique organisationnelle du découpage politico-administrative (selon les régions, préfectures, communes...) de la Guinée. Sur la carte de la Guinée, on peut voir 4 couleurs / 4 découpages qui correspondent aux 4 régions du pays.

Ainsi, en termes simplifiés, chaque région correspond à un groupe ethnique majoritaire :

- Basse Guinée : les Soussous
- Moyenne Guinée : les Peuls
- Haute Guinée : les Malinkés
- Guinée forestière : les « Forestiers ».

## Liens transnationaux

Le champ associatif guinéen est ainsi fortement organisé autour de marqueurs régionaux, ethniques et confessionnels.

Le découpage régional de la Guinée est central dans les modes d'appartenance et d'organisation en diaspora, aussi bien au niveau des acteurs associatifs que des personnes ressources comme les « doyens » sans lesquels toute éventuelle collaboration avec les officiels ne peut être envisagée, vu leur autorité.

En termes de stratégie de développement, cela se traduit par un investissement prioritaire dans la localité d'origine chez tous les acteurs associatifs que nous avons interrogés. Ainsi, pour reprendre les mots d'un responsable associatif : « *Nous voulons participer au développement de notre région, nous voulons prendre en main son développement, mais nous n'avons pas assez de moyens [financiers] compte tenu de l'ampleur des besoins de ce projet* ».

Cette identification à une localité d'origine particulière se traduit dans l'appellation de ces organisations. Ainsi, la plupart des associations guinéennes de Belgique empruntent leur dénomination à des unités territoriales administratives de la Guinée : cela peut être la région, la préfecture ou encore la sous-préfecture, voire le district. Cette catégorisation permet d'identifier facilement le mode d'appartenance des membres de la diaspora à une ou plusieurs associations, ainsi que le mode de structuration de la diaspora elle-même.

Sur la carte, on peut voir une forte présence des unités associatives – représentées par des flèches – en Moyenne Guinée et en Basse Guinée, par contraste avec la Haute Guinée et la Guinée Forestière. Cela ne signifie *a priori* pas que l'engagement associatif serait moins important d'une région à l'autre, mais qu'il s'organise différemment.

## Coordinations ethno linguistiques

Parallèlement aux entités associatives basées sur une organisation politico-administrative, d'autres dynamiques d'organisation du champ associatif se développent à un niveau national et supranational en se référant cette fois aux régions d'origine. Il s'agit des « coordinations ». Celles-ci rassemblent diverses associations sur une base ethno-linguistique, c'est le cas de la Coordination du Fouta-Djallon asbl (Peuls), d'Action-terre Soussou asbl, ou de l'Union Manding du Benelux (originaires de la Région de la Haute Guinée), l'organisation Haali Pulaar International, etc.

S'il y a une seule coordination pour la Haute Guinée et la Guinée forestière, il en existe en revanche plusieurs pour la Moyenne Guinée et la Basse Guinée, comme on le voit sur la carte. Ce nombre est lié au fonctionnement complexe qui correspond à différents niveaux d'identification : régional, préfectoral et sous-préfectoral.

L'organisation des ressortissants de la Moyenne Guinée, se distingue par le nombre d'unités associatives qui relient Bruxelles et les différentes préfectures de la région. Ces unités sont non seulement plus nombreuses, mais également plus visibles et plus diverses, du fait peut-être de la surreprésentation de ce groupe en diaspora. Ainsi, une seule unité associative de la Moyenne Guinée peut compter entre 200 et 500 membres effectifs, alors que celles des ressortissants des autres régions n'atteignent

Cette carte n'est pas exhaustive mais a l'avantage de dégager une représentation panoramique générale du champ associatif guinéen, et d'esquisser le processus d'identification à partir d'une variable ethno-régionale dans l'organisation des associations guinéennes en Belgique.

© Mamadou Saliou Bah

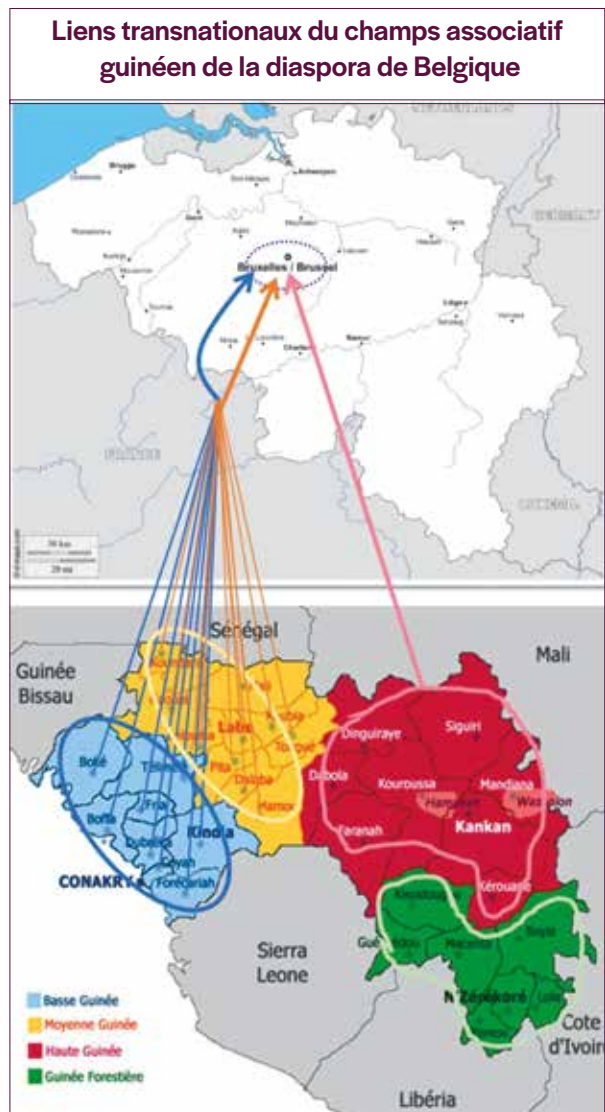
de tels chiffres que lorsqu'elles sont réunies en coordination. L'hypothèse d'une plus grande présence de ressortissants de la Moyenne Guinée en diaspora reste toutefois à confirmer. Ce serait une raison pour laquelle on recense peu d'associations issues de la Haute Guinée comparativement à la Moyenne Guinée dans le pays d'installation.

Il importe aussi de prendre en compte les politiques d'intégration différenciées entre les trois Régions de Belgique. La Flandre en particulier a une politique de reconnaissance fondée sur la fédération des associations sur base de leur origine. L'association des Guinéens en Flandre (dont le siège est à Anvers) traduit cette politique de représentativité : pouvoir parler au nom de tous les Guinéens et Guinéennes de Flandre, et donc des divers responsables associatifs. Cette manière de se présenter tend à invisibiliser les unités associatives, même si une certaine fragmentation au sein de l'association peut être relevée depuis quelques années. Cela étant, les activités de l'association des Guinéens en Flandre sont surtout orientées vers le culturel et non vers le développement.

## Dynamiques d'appartenance complexes

La structuration de la diaspora laisse à penser que des appartenances régionales sont clairement identifiables aussi bien au niveau des individus que des associations, et donc des politiques de développement qui leur sont associées. Or, l'équivalence implicite entre une région géographique particulière et une homogénéité ethnique – sur laquelle repose ces coordinations – est remise en cause par les mobilités internes à la Guinée de ces groupes ethniques. Également par les derniers découpages politico-administratifs ayant déplacé les frontières ethno-régionales et qui, jusqu'à ce jour, peuvent structurer le champ associatif guinéen en Belgique. Ainsi, certaines associations sont créées en référence à la Basse Guinée et portées par des Peuls. De même, certaines préfectures de la Moyenne Guinée, habitée majoritairement par les Peuls, se retrouvent avec le nouveau découpage dans la région de la Basse Guinée – c'est le cas de la préfecture de Télimélé.

Il est donc important, en matière de représentativité, d'avoir à l'esprit la complexité de ces différentes dynamiques



d'appartenance. Cet article ne prétend pas cerner toute la complexité du mode de structuration de la diaspora guinéenne de Belgique, mais invite à s'interroger sur les différentes modalités d'actions à l'œuvre dans le pays d'installation, en particulier auprès de jeunes et de femmes qui semblent de plus en plus inscrits dans un processus d'autonomisation. ■

[1] En tant que chargé d'étude, sous la direction de Sarah Demart, nous avons mené un projet d'étude en 2017, intitulé : « Promouvoir l'engagement socio-économique national de la diaspora guinéenne de Belgique ». Cette étude a été lancée par l'OIM en Belgique et en Guinée, avec l'appui financier de la Direction générale de la Coopération belge au développement. Sa mise en œuvre a fait l'objet d'une collaboration entre l'OIM Guinée, la Belgique, le ministère des Affaires étrangères et des Guinéens de l'étranger, et l'Agence de Promotion des Investissements privés (APIP).

[2] Les catégories femmes et jeunes sont dans une dynamique d'autonomisation, même si le processus gérontocratique, entre autres facteurs socioculturels, freine la visibilité de ces dynamiques.

# ESPACE REFUGE pour étudiant-es

*Pendant des dizaines d'années, la communauté guinéenne en Belgique a pu compter sur de nombreuses associations locales, regroupées sous l'égide du Conseil des Guinéens de Belgique depuis 2022. Il existe au moins une association dans chaque petite ville, et trois dans les grandes villes. Pourtant, un pan de notre communauté demeurait invisible : les étudiantes et étudiants. C'est en décembre 2023 qu'est née l'Association des Etudiants Guinéens en Belgique (AEGB) pour combler ce vide.*



épartis dans les différentes villes universitaires de Belgique, les étudiants guinéens ont vécu sans structure propre ni représentation spécifique jusqu'en 2023, livrés à eux-mêmes face à un système académique exigeant et souvent déroutant. Nous avons appris qu'il a existé une association des étudiants guinéens de l'ULB. Mais nous n'avons pas trouvé de trace spécifique et ignorons, jusqu'à présent, la raison réelle de sa dissolution.

Ce vide institutionnel n'était pas sans conséquences. Sans repères ni accompagnement, beaucoup d'entre nous ont été confrontés à une grande solitude, à un stress et à une précarité psychologique réelle. L'absence de coaching et de transmission d'expérience sur le fonctionnement de l'enseignement supérieur belge a conduit plusieurs étudiants à l'échec ou au découragement. Certains ont fini par abandonner leur projet initial, se réorientant par défaut vers des filières de promotion sociale, quand d'autres se sont retrouvés dans des situations de grande vulnérabilité, parfois jusqu'à demander l'asile.



## Via un groupe WhatsApp

C'est face à cette urgence sociale et académique qu'est née l'initiative de Sory Dabo, actuel président de l'Association des Étudiants Guinéens en Belgique (AEGB). Partant d'un simple constat et animé par la volonté de rompre l'isolement, il crée un premier groupe WhatsApp réunissant des étudiants guinéens de son entourage. L'objectif est simple mais ambitieux : transformer une communauté dispersée en un espace solidaire d'entraide mutuelle, afin de favoriser la réussite de chacun. Très vite, le bouche-à-oreille fonctionne. Le groupe s'élargit, les échanges se multiplient, et les discussions laissent place à une vision plus structurée. Cette dynamique collective aboutit, le 3 décembre 2023, à la tenue de la première assemblée générale à la résidence universitaire de l'UNamur, marquant officiellement la naissance de l'AEGB.

Depuis, l'association répond à des besoins concrets et essentiels. Sur le plan académique, elle joue un rôle clé d'orientation et d'accompagnement. Elle aide les étudiants à mieux comprendre les exigences du système belge, à éviter les erreurs de parcours et à s'appuyer sur les retours d'expérience de leurs pairs, que ce soit dans le choix des filières, les méthodes de travail ou la gestion du stress. Des formations internes et des présentations de mémoire des anciens étudiants ont permis aux étudiants d'avoir une idée sur comment aborder leur cursus. Un programme d'entraide est également mis en place pour ceux qui effectuent la même formation.

Une étudiante témoigne : « Grâce aux échanges avec des étudiants en avance dans le cursus, j'ai pu mieux comprendre le fonctionnement des évaluations et adapter mes méthodes de travail. Ces retours d'expérience et le contact avec les autres m'ont aidé à prendre confiance et à réduire ma solitude ».

Sur le plan social et psychologique, l'AEGB constitue un véritable espace refuge. L'éloignement familial, la pression financière et l'adaptation à un nouvel environnement fragilisent de nombreux

étudiants. L'association leur offre un cadre bienveillant fondé sur l'écoute, le soutien moral et la solidarité. Cette solidarité se manifeste particulièrement dans les moments les plus sensibles de la vie. Cette capacité à être présente dans toutes les étapes de la trajectoire des étudiants illustre le rôle fondamental de l'association.

Enfin, sur le plan culturel et identitaire, elle contribue à préserver les liens avec la culture guinéenne tout en favorisant l'intégration dans la société belge, en créant des espaces d'expression et de valorisation culturelle indispensables à l'épanouissement personnel et collectif. Chaque année, l'AEGB organise une rupture de jeûne collective pour tous les étudiants, signe d'union, de partage et de fraternité.

À travers tout cela, l'AEGB porte également une ambition de représentation : en structurant une voix collective capable de relayer les préoccupations des étudiants étrangers auprès des institutions académiques et du monde associatif par la remontée de problématiques récurrentes rencontrées par les étudiants. En décembre 2024, l'AEGB a pris part à un colloque au parlement bruxellois sur la thématique « Quelles évolutions pour l'emploi et l'aide à l'insertion professionnelle à Bruxelles dans le cadre de la transition technologique, de la transition écologique et des évolutions démographiques ? » où elle a apporté son point de vue sur le sujet.

## Riche de son capital humain

Association encore jeune, nous ne disposons pas de moyens financiers importants. Sa principale richesse réside dans son capital humain : des membres engagés, motivés, qui donnent volontairement de leur temps et de leurs compétences. Le fonctionnement repose essentiellement sur les cotisations mensuelles des membres, fixées à cinq euros.

Aujourd'hui, l'AEGB fédère des étudiants guinéens inscrits dans les universités, hautes écoles et établissements de promotion



Colloque sur l'emploi au parlement bruxellois le 7 décembre 2024. Des experts du marché du travail, ainsi que des acteurs politiques, des asbl (dont l'AEGB) et des citoyens ont échangé leurs analyses sur l'insertion professionnelle en Belgique et à Bruxelles. Photo issue du site Des Engagé.es.

## Des obstacles au retour

La question du retour au pays reste centrale dans les réflexions des étudiants. Pour plus de 98 % d'entre eux, poursuivre des études en Belgique représente un sacrifice financier considérable. Une année de prise en charge d'un étudiant en Belgique correspondrait à environ trois années de salaire brut d'un fonctionnaire guinéen. Ce qui se traduit concrètement par des années d'économies familiales, parfois au prix de l'endettement, de la vente de biens ou de contributions collectives au sein des familles afin de permettre à ces étudiants d'accomplir leurs études. Bien qu'ils ne soient pas boursiers, beaucoup aspirent à mettre leurs compétences au service du développement de la Guinée. Toutefois, cette volonté se heurte à

des obstacles structurels majeurs. Le marché de l'emploi y est souvent marqué par le népotisme et les réseaux d'influence, rendant l'insertion professionnelle extrêmement difficile pour les jeunes diplômés. Cette réalité décourage le retour de nombreux talents, contraints de construire leur carrière à l'étranger, au détriment du capital humain de leur pays d'origine.

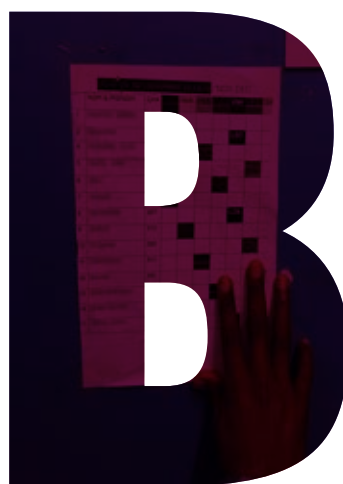
Enfin, les procédures de l'équivalence des diplômes constituent un défi pénible. L'accès au bachelier en Belgique étant conditionné par une équivalence, de nombreux étudiants guinéens font face à des décisions administratives pénalisantes. Bien que le baccalauréat guinéen soit reconnu comme équivalent du CESS belge (lequel donne accès à l'université en Guinée), les parcours académiques étrangers sont souvent sous-évalués. Il n'est pas rare que des étudiants titulaires d'une licence se voient attribuer une équivalence inférieure à leur niveau réel. Cette situation limite fortement la liberté de choix et contraint beaucoup d'entre eux à se tourner vers des formations de type court, accessibles administrativement, mais éloignées de leur projet initial. ▮

sociale de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Présente dans les grands pôles académiques que sont Bruxelles, Louvain-la-Neuve, Liège, Namur et Mons, l'association compte 74 membres, dont environ 30 % de femmes. Cette communauté se distingue par la diversité de ses profils d'étude : scientifiques, ingénieurs, médecins, économistes, juristes, acteurs de la santé publique ou du secteur social. Tous sont répertoriés au sein du registre de l'association, formant un réseau pluridisciplinaire fondé sur l'entraide et le partage de compétences.

À ce stade, l'AEGB ne dispose pas encore de partenariats formels avec d'autres associations étudiantes. La priorité a été donnée à la structuration interne et à la consolidation des bases. Néanmoins, des contacts informels existent déjà avec certains étudiants d'autres associations, notamment issues des communautés africaines et internationales. Ces échanges ont permis des partages d'expérience et ouvert la voie à de futures collaborations. À terme, l'AEGB ambitionne de développer des projets communs, culturels, éducatifs ou de sensibilisation afin de renforcer la visibilité des étudiants guinéens et leur contribution au paysage associatif belge.

# VOIR GRAND

Nathalie **CAPRIOLI**



**122 personnes sans-papiers, seules ou en famille, ont trouvé refuge temporaire dans une ancienne maison de repos à Molenbeek. Environ 80 % des occupants sont Guinéens ; les autres sont Congolais, Camerounais, Sénégalais, Marocains, Algériens. Bobo, Telly, François, Ibrahim et Sarafou nous racontent comment ils s'impliquent dans la vie communautaire, comment ils accueillent, écoutent, orientent, forts de leurs propres expériences. Les cinq hommes aux parcours divers, avec ou sans-papiers, sont devenus amis autour d'un projet de société solidaire, inclusive, digne.**

obo. Son contact circule de bouche à oreille parmi des sans-papiers, des sans-logement, des sans-droits, avec ces mots appuyés : «*Il faut que tu lui parles, que tu commences par lui*». Bobo assure l'accueil d'un bâtiment de trois étages de la chaussée de Gand à Molenbeek, une ancienne maison de repos occupée depuis plus d'un an par une centaine de personnes sans-papiers.

Lorsqu'un individu ou une famille passe la porte pour la première fois, Bobo n'est jamais loin : «*Déjà, je leur souhaite la bienvenue chez nous. S'il y a une chaise, la personne va s'asseoir. Je lui demande alors qui lui a donné l'adresse. S'il refuse de répondre, on ne l'inscrit pas. C'est une question de confiance. S'il répond, on va lui demander ce qu'on peut faire pour l'aider. Il va donc nous expliquer sa situation. Vous savez, on fait aussi de l'humanitaire : on accueille même des personnes qui ont des papiers. Quand quelqu'un traverse des difficultés de logement, il peut rester ici jusqu'à ce que ses démarches lui permettent de retrouver une situation normale. Dès qu'il nous quitte, on le remplace aussitôt par quelqu'un d'autre. Parce qu'il y a des situations tellement dures qu'il n'y a pas d'autre solution*». Il évoque par exemple les personnes qui, récemment régularisées, doivent quitter le centre d'accueil de Fedasil sans avoir accompli le miracle : trouver un logement dans un marché locatif hyper saturé. Régularisé – mais à la rue, parce que sans famille ni réseau en Belgique.

Il ne faut pas sous-estimer l'impact que Bobo a sur la communauté – 122 personnes, en situation d'extrême précarité. C'est une personne rassurante qui joue un double rôle de contrôle et de sécurité. « *Je l'aime beaucoup parce qu'à chaque problème qui arrive, Bobo prend le temps d'écouter. Comme il est le plus visible, puisqu'il est presque toujours à l'accueil, les occupants font appel à lui tous les jours pour résoudre des questions pratiques dans les chambres, les couloirs, l'escalier, ou à la cuisine* », complète son ami Telly. Ainsi, Bobo arrange les choses, en attendant l'arrivée d'un technicien, d'une ambulance, d'un médecin, car, grâce à la formation suivie à la Croix-Rouge, il peut donner les premiers secours. Ce métier multifonctions, il l'a découvert lorsqu'il résidait dans un des centres Fedasil. « *C'est là-bas que j'ai vu comment l'accueil se passe, comment les gens rentrent ou sortent. J'ai appris beaucoup de choses, des bonnes comme des mauvaises pratiques. A Fedasil, la règle est stricte : minuit, c'est minuit. Ici, à l'accueil, je préfère expliquer, je comprends et je laisserai la personne entrer sans problème.* » Aujourd'hui sans-papiers, ce jeune Guinéen occupe une des chambres avec sa femme Aminatou et leurs trois fils.

## C'est quoi une occupation ?

Pour comprendre concrètement, esquissons d'abord une brève contextualisation en Région bruxelloise. D'un côté, Bruss'Help<sup>1</sup> estime que quelque 10.000 personnes sont actuellement sans-abri. Parmi elles, certaines sont aussi sans-papiers<sup>2</sup>. De l'autre côté, sur le même territoire, au moins 4.500 logements sont inoccupés depuis plus d'un an – ce qui constitue une infraction. Autant dire que nous passons tous et toutes devant des bâtiments « libres », souvent sans rien remarquer, contrairement à François, qui quadrille la capitale pour les repérer, faire remonter l'information vers des collectifs qui viendront le squatter. Un engagement d'envergure politique : « *Une fois les bâtiments vides identifiés, il y a deux stratégies possibles*, explique François. *La première est d'établir une convention d'occupation précaire avec les propriétaires. Il faut donc entrer en contact avec eux et savoir pourquoi ils n'utilisent pas le bâtiment. Dans le second*

*cas de figure, on change le barillet de la porte et on s'installe. Du coup, on se positionne dans un rapport de force avec la commune, la police et les propriétaires – ce qui représente la majorité des cas d'occupation jusqu'à présent. C'est certes un rapport de force, mais qui se passe bien ensuite, vu qu'il nous permet de rester assez longtemps dans le bâtiment, voire de signer des conventions d'occupation* ».

Les occupants de l'ancienne maison de repos ont suivi la stratégie première avec une convention à la clef. Il est convenu que le propriétaire leur annoncera la date buttoir de leur départ trois mois à l'avance. Pendant ce temps, « *ça fonctionne en confiance. Le propriétaire ne passe jamais, il reste en contact par téléphone* ». François ajoute : « *C'est l'asbl La Voix des Sans-Papiers (VSP) qui a déposé la demande de convention d'occupation. Pour l'instant, la Région bruxelloise finance les charges au prorata du nombre de personnes qui vivent dans le bâtiment. Mais sans gouvernement régional [fin décembre 2025], nous n'avons aucune idée pour la suite... Quant à la commune de Molenbeek, très soutenant, elle paie les assurances* ».

## Auto organisation associative

D'origine rando-liégeoise, François n'a jamais été sans-papiers. Cofondateur de la Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés créée en 2015 et de la bière 100 PAP, il insiste sur la place qu'il souhaite occuper dans la lutte politique de régularisation des personnes sans-papiers : « *Ce n'est pas mon combat, mais le leur. Je les soutiens sans décider pour eux* ». François poursuit : « *La VSP, c'est ma plus grande fierté. Elle a été fondée en 2014 pour permettre aux personnes sans papiers de s'autogérer sans dépendre d'autres asbl comme le CIRé ou le MRAX. La VSP signe la convention d'occupation mais ne s'occupe pas de la gestion, qui est cédée aux occupants du bâtiment. L'idée c'est que l'occupation ait sa propre asbl sans plus passer par la VSP. Dans l'idéal, il faudrait une asbl par projet pour éviter que la VSP ne devienne un monstre sous forme d'asbl unique et énorme* ».

Chaque résident participe  
au nettoyage par étage. Efficace.

Pour qu'une occupation de cette taille fonctionne, il faut un boss. Telly, cofondateur de la VSP, en est le responsable. Sa motivation rejoint celle de ses amis : « *C'est très simple : je vois des gens dans des situations difficiles que j'ai moi-même traversées. Au lieu que chacun commence à zéro pour s'en sortir, ou non – car il y a des plus futés et d'autres qui vont ramer – on avance avec l'intelligence collective* ».

Au nom de la VSP, Telly démontre qu'ils ont les compétences et le talent pour gérer le bâtiment : « *Prenez cette occupation, habitée par des familles : il y a zéro problème. La bourgmestre est garante de notre bonne gestion. La police ne vient jamais. Nous avons rencontré la ministre du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale pour lui dire que nous gérons bien et moins cher que si l'Etat le faisait* ».

## L'ambition Balal

Les amis guinéens partent de presque rien. Et de ce presque rien, ils ont fondé en décembre 2024 une autre asbl : Balal, qui signifie *aide* en peul. Simple, essentiel. A leur image. Ils rêvent tout haut d'une Maison culturelle guinéenne, carrefour d'événements sportifs, culturels, festifs pour leur communauté et les Bruxellois. Pour cela, il faut acheter un bâtiment.

Co fondateur, Ibrahim se projette : « *Le projet de Balal est grand. Nous voulons accompagner nos frères qui ont dû fuir le pays. Nous-mêmes avons traversé ces épreuves. Ils arrivent traumatisés et ont besoin d'aide tout de suite. Ils doivent rencontrer des gens qui parlent leur langue et les sortent de leur isolement. Notre but est d'aider tout le monde et pas que les Guinéens* ». Bobo confirme : « *Quand tu ne peux pas communiquer, tes histoires du passé te reviennent tout le temps. Ça te fatigue la tête. Ici, je cause avec les gens, on prend le thé, on mange ensemble. Je me sens chez moi. Ça m'a beaucoup apaisé* ». De même pour Sarafou, qui passe régulièrement rendre visite à ses amis : « *Je suis Guinéen mais pas occupant. Telly m'a aidé à trouver où me loger avec ma femme et mon enfant, quand*



© Nathalie Caprioli

*on a dû quitter le centre Fedasil après avoir été déboutés. Ici, j'ai retrouvé ma communauté, à partir de là je me suis attaché. J'aime venir ici chaque jour. Ça me libère du stress. Teddy, Bobo, François, on est tous devenus des amis. Leurs projets m'intéressent. Quand on parle des sans-papiers, on parle de moi aussi* ».

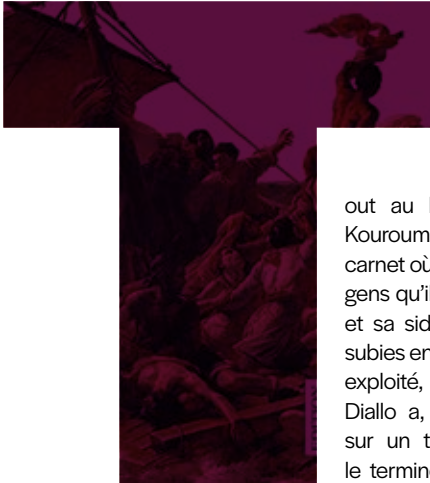
Ibrahim n'est pas sans-papiers mais il se reconnaît en eux. Arrivé comme mineur étranger non accompagné en 2004, il a vécu dans le centre Fedasil de Florennes, a étudié à Namur, puis s'est marié, est devenu père de trois enfants et travaille aujourd'hui à Bruxelles. Toutes les fins de journée, il passe à la chaussée de Gand. « *Balal va aussi nous permettre de faire vivre la culture belge et la culture de chez nous, en plus de répondre à des problèmes individuels dans une perspective sociétale*. » La route est encore longue. Les obstacles nombreux. Mais entre eux, il y a cette intelligence collective en marche. ▀

[1] Acteur dans la coordination des dispositifs d'aide d'urgence et d'insertion aux personnes sans-abri en Région de Bruxelles-Capitale.

[2] Selon une estimation de 2023 réalisée par des chercheurs de la VUB, il y aurait 112.000 personnes sans documents de séjour en Belgique, dont la moitié est concentrée à Bruxelles.

# Au bord du VOYAGE, écrire

*« Reviens sur terre, et ouvre les yeux : regarde partout dans le monde et dis-moi où le Noir est libre. »<sup>1</sup> Fran Kourouma et Ousmane Diallo, deux écrivains guinéens installés en Belgique, tentent de répondre à cette question. Le premier avec Notre soleil, récit impitoyable de son voyage de Conakry à Bruxelles, le second avec Endurance, un roman construit comme une étoile dont le centre serait un jeune couple guinéen investi dans une réforme des traditions et des rapports de pouvoir dans une région instable où règne la violence.*



out au long de son périple, Fran Kourouma a gardé sur lui un petit carnet où il notait tout : ses adieux aux gens qu'il aime mais aussi ses espoirs et sa sidération devant les atrocités subies en Libye où il a été emprisonné, exploité, vendu, torturé. Ousmane Diallo a, lui, commencé son roman sur un téléphone en Guinée, pour le terminer sur un ordinateur fixe du centre Fedasil de Mouscron.

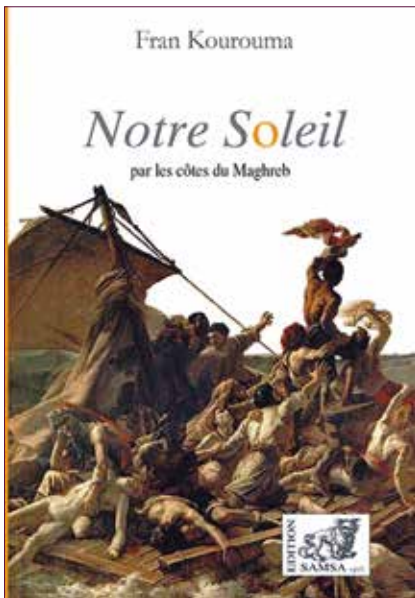
qui, jamais au grand jamais, n'ai eu à me poser cette question. Celle de savoir si un jour je connaîtrais paix et liberté, près des miens ou loin d'eux. Et à quel prix.

Ces deux ouvrages offrent des perspectives différentes. Si Fran a choisi la route, « car ici les diplomates n'ont aucun prix », le jeune couple décrit par Ousmane Diallo choisit de rester en Guinée. Voire d'y revenir, puisque Karim, après un court passage dans une université canadienne, revient pour continuer le travail entamé par son épouse, celui de la révolte et de l'instruction des jeunes.

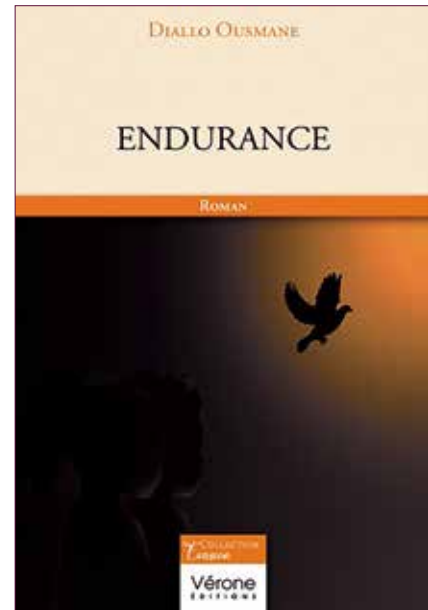
*Notre Soleil* de Fran Kourouma est un fameux caillou dans nos chaussures. Il a été difficile de déposer ce livre sur un coin de table pour y revenir le lendemain, car il a glissé une part de honte dans notre quotidien. Fran, à chaque étape, dans chaque campo, dans chaque camion, sera battu. La vie d'un Noir ne vaut pas grand-chose, celle d'une Noire encore moins. Et s'il espérait que l'Europe allait lui offrir la paix, le libérer de cet esclavage, c'est au Petit-Château qu'il écrira : « Certains centres sont pires que certaines prisons... L'espoir de retrouver un jour la clé de notre paix fait de nous des esclaves inséparables de cette vie de merde ».

## Partir

Ce serait si simple de penser que partir, quitter son pays, c'est pour tout le monde la même chose. On comprend Fran qui explique à sa mère, au moment des adieux, que « *Là-bas, c'est la paix du cœur (...) il y a la sécurité, les droits de l'homme, la solidarité et la fraternité pour toute âme* ». On comprend aussi les héros d'*Endurance*, Kadiatou et Karim, pour qui, au contraire, « *celui qui se métamorphose et fuit sa nation est un opportuniste qui ne pense qu'à lui* ». Mais qui suis-je pour les comprendre ? Moi



Fran Kourouma, *Notre Soleil, par les côtes du Maghreb*. Ed. Samsa, 2020.



Ousmane Diallo, *Endurance*. Ed. Véronne, 2024.

## Ensemble nous ferons de ce pays une merveille

Ousmane Diallo nous parle d'endurance au pays. Il faut résister. Et c'est pour cela que son héros, Karim, rentre au pays. Car « *chacun de nous représente une chose et, sans elle, même minime, l'édifice n'en sera jamais un* ». Il fallait que Karim retrouve sa femme, Kadiatou, dans une Guinée riche, belle mais exploitée par d'autres nations. Et, que ce soit au moment de négocier un mariage entre une Peule et un Malinké, ou au moment de plaider devant une assemblée de Blancs, l'auteur mobilise les arguments de l'enrichissement mutuel par l'union. Karim, vêtu de leppi<sup>2</sup>, propose le cosmopolitisme comme solution aux conflits et comme alternative au racisme. *Endurance* est un livre de combats qui nous fait découvrir, au travers d'un jeune couple déterminé, la force de l'espoir et de l'union.

## La mort comme refuge

La mort est partout. Partout. En Guinée où règne la violence décrite par Ousmane Diallo, avec les amis de Fran Kourouma laissés pour morts par les *chairmans*<sup>3</sup> au bord des pistes, avec les femmes violées et tuées, avec les noyés. Elle est brutale et sauvage,

condamnant les anonymes dont on ne retrouve pas les dépouilles. Et dont on raconte aux familles qu'ils vivent heureux en Italie.

Mais la mort se présente aussi, en douce et subrepticement, comme la seule issue d'un parcours trop douloureux. Et si la mère de Fran lui dit lourdement avant son départ : « *Fils, cette paix du cœur n'existe pas. Peut-être, existera-t-elle après notre trépas* », Fran lui répondra à la fin de son livre : « *On s'accroche à nos rêves. Est-ce que cette liberté existera vraiment lorsqu'on aura obtenu notre identité européenne ? Ou bien faudra-t-il attendre d'être enfoui dans la tombe ? Personne ne sait ce qui se passe dans la tombe après la mort, mais une chose est certaine : nous savons tous que la mort assassine d'abord tous nos problèmes mentaux avant d'en finir avec le corps et l'âme* ».

Aujourd'hui, Ousmane Diallo et Fran Kourouma vivent en Belgique. Nous ignorons s'ils sont heureux, s'ils se sentent libres, s'ils vivent en paix. Acteurs et témoins de ces choix qui s'imposent aux Guinéennes et aux Guinéens, ils ont chacun écrit, coûte que coûte, un récit de domination, d'exploitation. Ces lectures sont définitivement l'occasion de quitter « l'universel blanc ».

[1] Ousmane Diallo, *Endurance*. Ed. Véronne, 2024, p. 90.

[2] Tissu guinéen.

[3] Chairman : négociateur qui s'occupe des transactions financières durant le voyage, notamment en demandant plus d'argent aux familles des migrants.

## Les projets de vivre et faire ensemble en cohésion sociale

# LABORATOIRES d'inclusion

Coordinatrice  
du CRAcs Valeria LUCERA

*Dans ses missions de Centre régional d'appui à la cohésion sociale (CRAcs), le CBAI s'est intéressé, depuis la naissance de la politique de cohésion sociale en 2006, aux dynamiques de vivre et faire ensemble, intégrées comme « axe prioritaire » dans le décret de la COCOF. Par ailleurs, le CBAI s'est régulièrement interrogé sur les mécanismes par lesquels les actions associatives parviennent à produire des interactions interculturelles entre habitant-es d'horizons différents.*



Dans notre rapport de recherche évaluative 2025 intitulé « *Le Vivre et Faire ensemble : regards croisés sur les actions de terrain* », nous avons souhaité décrire, à travers la rencontre de nombreux professionnels et participant-es impliqués dans des activités relevant de la priorité « vivre et faire ensemble » du décret Cohésion sociale, la portée et les effets de ces actions sur le terrain, principalement dans des quartiers populaires de Bruxelles. Cette analyse constitue à la fois un miroir et un complément de l'étude d'impact réalisée par le CRAcs en 2023, qui avait interrogé près de 1.200 bénéficiaires de cette politique publique, toutes priorités confondues, afin d'analyser les effets ressentis en termes d'émancipation, d'engagement, de participation et de capacitation, tels que définis par le législateur. La raison pour laquelle nous nous sommes penchés sur

cette priorité tient à la nécessité de produire, d'analyser et de diffuser une connaissance aussi fine et fidèle que possible, tant de sa mise en œuvre (types d'actions, méthodologies mobilisées, nombre de personnes touchées, articulation avec les thématiques prévues par la législation) que de son impact sur le terrain. Cette démarche s'inscrit dans un contexte où plusieurs phénomènes sociaux fragilisent le vivre ensemble et affectent, parfois malgré elles, les pratiques des associations. La politique de cohésion sociale se heurte en effet à des dynamiques susceptibles d'altérer le lien social, telles que la gentrification de certains quartiers liée à l'arrivée de nouvelles populations, la prégnance des enjeux de santé mentale, les inégalités scolaires et numériques, les situations d'exclusion et de non-recours aux droits sociaux, ainsi que la montée de la criminalité organisée, qui engendre de l'insécurité et contribue à stigmatiser davantage l'image de certains quartiers bruxellois déjà marqués par une grande précarité.

### Visibiliser les initiatives et leurs effets

Notre étude n'entend toutefois pas attribuer à ces projets une quelconque injonction aux associations de porter, à elles seules, la responsabilité d'améliorer le vivre et faire ensemble,

ce qui reviendrait à éluder la dimension systémique des causes de ces phénomènes. Elle aspire plutôt à donner de la consistance et de la visibilité à ce que ces initiatives produisent concrètement sur des territoires donnés, porteurs de caractéristiques spécifiques, ainsi qu'aux conditions et aux approches à travers lesquelles ces effets se matérialisent.

Mobilisant des méthodologies qualitatives, la recherche met en évidence que les effets de ces actions sont non seulement visibles et objectivables, mais également descriptibles d'un point de vue sociologique. Elle montre aussi que les professionnel·les du secteur disposent de compétences spécifiques, impliquant un savoir-faire et un savoir-être en adéquation avec les actions déployées et les exigences du décret.

La recherche s'attarde notamment sur les conditions de réalisation des projets qui parviennent à constituer des « espaces alternatifs » (à l'école, au travail, à la famille) permettant la rencontre avec l'Autre, l'échange et la mixité des horizons de pensée, afin de construire « quelque chose ensemble » et d'encourager les participant·es à dépasser les cadres sociaux prédéfinis et à « (re)devenir sujets d'eux-mêmes ». Ces espaces favorisent la prise de parole, l'écoute et l'affirmation de soi, dans une ouverture à l'altérité, dont les participant·es ressortent souvent renforcé·es.

## Les conditions de la rencontre

Ces conditions essentielles mettent d'abord en avant la participation active et l'horizontalité – ou, pour reprendre les termes de la philosophe Nancy Fraser, un principe d'égalité et de participation paritaire – au sein des groupes constitués, afin de permettre aux participant·es d'être sujets plutôt que simples consommateurs d'un projet. Elles soulignent ensuite l'importance de l'accessibilité et de l'ouverture sans conditions ni prérequis, une approche relativement singulière



## Le Vivre et faire ensemble: regards croisés sur les actions de terrain

Rapport CBAI-CRAcs - Septembre 2025



dans un contexte marqué par les restrictions budgétaires qui affectent de plein fouet le secteur associatif. Elles favorisent également l'émergence de processus d'empowerment et de pensée critique, ainsi que la production de nouveaux récits par les publics eux-mêmes, souvent à contre-courant des discours dominants, permettant une reconstruction de l'image de soi, de ses appartenances et un regain de confiance.

Enfin, les associations mettent en évidence l'importance du « prendre soin » et de la capacité d'adaptation. Les projets conservent un fil conducteur tout en s'ajustant aux réalités et aux dynamiques de co-construction des participant-es, y compris les publics les plus fragilisés – et donc souvent les plus volatiles – qui rencontrent des difficultés à s'engager dans une activité régulière. Elles proposent également un cadre sécurisant, propice à l'exploration de thématiques sensibles et complexes.

## Dynamiques interculturelles

L'étude permet en outre de montrer comment les projets de vivre et faire ensemble constituent de véritables leviers d'interculturalité. Elle identifie également les repères théoriques mobilisés par les professionnel·les dans l'exercice de leurs missions. Elle met en lumière des effets parfois inattendus, qui peuvent même dépasser les ambitions initiales du législateur ou relever d'une ré-appropriation par les acteurs de terrain. Si la politique publique vise la mixité sociale, culturelle, générationnelle et de genre comme horizon, les associations opèrent notamment à travers des pratiques artistiques et culturelles (théâtre, podcast, écriture, audiovisuel, etc.), qui permettent de libérer la parole, de déconstruire les stéréotypes, de questionner les rôles sociaux assignés, les regards stigmatisants que l'on porte sur les premier-es concerné-es aux activités et ainsi, de reconstruire l'image de soi et de déconstruire les stéréotypes à l'égard de ces dernier-es.

*« [Il ne faut pas] faire l'erreur de devoir choisir entre une position et une autre »: au contraire, l'approche interculturelle doit permettre de « faire exister l'une et l'autre position, [car] les deux peuvent coexister, les deux choses sont 'valides' (...), on les transforme et on légitime (...), on ne met pas en compétition les existences. »*

## Transformation sociale

*« J'ai appris à parler, à faire sortir ce qui est en moi, à retrouver la valeur de moi-même, à participer au débat. (...) Je suis venue ici... Je ne sais pas comment l'expliquer, moi-même j'étais étonnée de ce que j'ai dit, les gens ont apprécié et... Donc là je me suis dit: pourquoi me renfermer sur moi, au lieu de développer ce que je ne croyais pas avoir en moi ? »*

Il apparaît ainsi que ces actions s'inscrivent davantage dans une visée de transformation sociale que dans une logique de remédiation pour des publics fragilisés. Elles relèvent d'une dynamique de capacitation, en ce qu'elles permettent d'acquérir de nouvelles compétences, de valoriser des ressources existantes et souvent invisibilisées. Elles relèvent également d'une dynamique d'émancipation et de reconnaissance culturelle, que l'on pourrait qualifier d'« intégration par le bas »<sup>1</sup>, car elles promeuvent l'agentivité des participant-es.

Au cœur de ces processus se joue la possibilité d'un changement de regard sur l'Autre, d'un faire groupe et de la recherche d'un « plus grand dénominateur commun »<sup>2</sup>, susceptible de fédérer des individus porteurs de trajectoires, de visions du monde et d'identités plurielles, tout en respectant leurs singularités, à rebours des logiques d'isolement. Ces projets apparaissent ainsi comme de véritables laboratoires de communautés inclusives, où se reconfigurent les rapports sociaux et s'expérimentent de nouvelles manières de « faire société » et de penser la citoyenneté.

Ce constat fait écho aux fondements théoriques de l'approche interculturelle, entendue ici à la fois comme moyen et finalité de l'action. La mixité n'y est pas conçue comme une simple co-présence de personnes d'origines, d'âges ou de milieux socio-économiques différents, mais comme une rencontre réelle, un espace de mise en dialogue des cadres de référence, dans un cheminement collectif qui opère sur la durée. Faute de tels espaces, ces expressions pourraient en fait se retrouver confinées à des contextes dépourvus de médiation.

## Vigilance intersectionnelle

Enfin, l'étude souligne la nécessité d'intégrer une grille de lecture intersectionnelle, afin d'articuler la visée interculturelle avec l'analyse des rapports de domination (de genre, de racialisation, de classe) qui structurent les sociétés et peuvent se reproduire au sein même des groupes. L'absence de cette vigilance peut conduire à ce que le rapport nomme une « rencontre ratée », marquée par la reproduction de violences symboliques.

Les pratiques associatives rejoignent ainsi les réflexions de Nancy Fraser sur les dimensions de reconnaissance et de représentation : malgré les contraintes structurelles et le sous-

financement récurrent, ces pratiques associatives rendent possible l'existence d'espaces où des publics marginalisés sont reconnus comme acteurs et actrices de la production culturelle et sociale. Ces relations « venues d'en bas » produisent une cohésion sociale, certes à petite échelle, mais aux effets profondément significatifs pour celles et ceux qui expérimentent ces laboratoires du lien social. ▶

[1] Lenel, E. (2013). *La mixité sociale dans l'action publique urbaine à Bruxelles : projet ou langage politique ?* Brussels Studies, (65). <https://doi.org/10.4000/brussels.1129>.

[2] Bouzar, D. (2011). *Laïcité mode d'emploi : Cadre légal et solutions pratiques. 42 études de cas.* Eyrolles.

[3] Pour aller plus loin : Ansay, A. (2021, novembre-décembre). *L'action interculturelle et ses visées transformatrices*, in *Imag* n° 359, pp. 8-13.

## Brève contextualisation

Le décret Cohésion sociale (initié en 2004, modifié en 2018) de la Commission communautaire française (COCOF) finance des actions associatives d'inclusion, d'égalité des chances et de vivre-ensemble contre l'exclusion sociale en Région bruxelloise.

Les objectifs de l'axe prioritaire relatif au vivre et faire ensemble (l'axe 4) sont :

- 1° développer des interactions dynamiques entre habitants, associations et institutions qui n'ont pas ou peu l'habitude de se rencontrer ;
- 2° déconstruire les préjugés et les stéréotypes et favoriser la rencontre en mobilisant les publics autour de la solidarité et des messages d'ouverture ;
- 3° lutter contre le racisme, l'islamophobie et l'antisémitisme ;
- 4° lutter contre les discriminations liées au genre ou à l'orientation sexuelle ;
- 5° informer, sensibiliser et développer les actions en faveur du public porteur d'une déficience ;
- 6° décloisonner les logiques communautaires pouvant exister à l'échelle d'un quartier ou de la Région ;
- 7° développer une médiation interculturelle.

Cet axe compte aujourd'hui 53 associations agréées pour 55 actions partagées entre la production et la diffusion d'activités à vocation socioculturelle (P4A) et la diffusion d'outils visant la sensibilisation à l'interculturalité (P4B). Elles se divisent notamment entre celles portées par les disciplines artistiques ou techniques, et celles qui travaillent avec des médias ou disciplines variées.

Texte : Nathalie Caprioli Illustrations : Riennepress

Dans de nombreuses langues, Tchaï signifie le thé, symbole de l'hospitalité. Ici, à l'asbl Tchaï, les adolescents entrent comme ils sont. On ne les juge pas, on n'essaie pas de les enfermer dans des cases. On les accueille, on les accompagne, on les met en mouvement pour qu'ils remportent des mini victoires qui peuvent changer leur quotidien.

C'est mon anniversaire !  
J'ai 18 ans. Je croyais que ma  
vie allait changer aujourd'hui.  
Mais non, rien ne change.

Haji, Pelagia, Henok, Yonas, Maria et Maria, Mohamed, Dragos, Ilie, Lal, Ismaël arrivent au compte-gouttes et s'installent où bon leur semble, dans le sofa, à table, à la fenêtre. L'un somnole, l'autre discute avec Gary, l'une arrange ses longs cheveux, beaucoup scrollent sur leur mobile.

JEUDI  
11 DÉCEMBRE  
2025

DES JEUNES QUI  
N'EXISTAIENT PAS

Au programme de la journée : alphabétisation, jeux, repas chaud, exercices corporels, théâtre. Il y aura aussi plusieurs rendez-vous médicaux à prendre ou des questions administratives à régler avec l'un ou l'autre.

Après avoir écrit la date au tableau, des duos ou des trios se forment et entament leurs exercices d'alphabétisation qui, parfois, digressent.

TROIS-PONTS

Moi M'sieur, j'habite à Delacroix.  
C'est nul. Plus tard j'veux aller à Dubaï.  
Ou alors à Trois-Ponts. C'est près de Liège.  
C'est là qu'on nous a mis dans un centre  
d'accueil en arrivant de Syrie. Ils ont fait ça  
pour nous aider, franchement c'est gentil  
hein, après on a beaucoup déménagé et  
maintenant on est à Delacroix.  
Franchement M'sieur, Trois-Ponts c'était  
mieux, c'était vert, y  
avait de la nature.

Aux yeux de la société, ces jeunes n'existent pas. C'est de ce constat désagréable qu'est née en 2018 l'asbl Tchaï.  
Elle offre «des temps d'accroche pour adolescents en exil».

Les restrictions budgétaires qui frappent le secteur associatif depuis plus d'un an sont le quotidien de Tchaï depuis sa création. L'équipe est soumise à un mouvement pendulaire contraignant : quelques mois salariés, puis quelques mois bénévoles chercheurs d'emploi, jusqu'au prochain bout de contrat à Tchaï, et ainsi de suite. Pernelle raconte qu'ils ont travaillé 3 ans sans salaire. Et aujourd'hui, les perspectives salariales ne dépassent pas 3 mois.

Ce qui n'a pas empêché l'asbl de carburer, avec la motivation pour énergie.

Et CQFD ! Non seulement les jeunes sont reconnus à Tchaï, mais l'asbl est devenue un interlocuteur consulté, que ce soit par le Service à la jeunesse, un hôpital, ou des administrations.

Les jeunes ont des niveaux et des difficultés différentes par rapport à leurs disponibilités et aux apprentissages. Pour accrocher à l'alphabétisation - un processus lent, par définition - ils doivent avoir l'impression d'avancer. C'est la base de la pédagogie adaptée à l'analphabétisme et à l'errance.

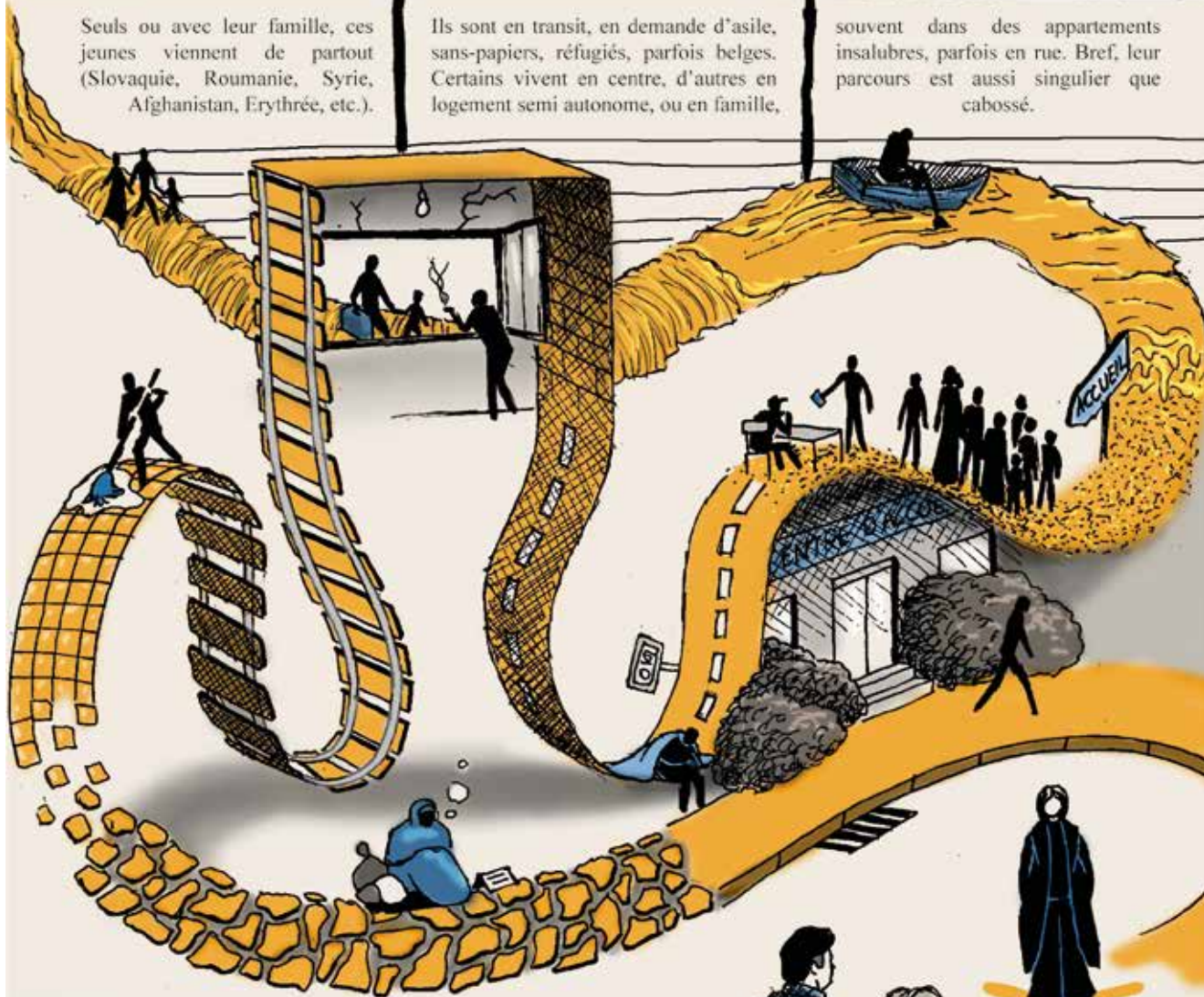
Si nous partions de nos valeurs et de notre système de fonctionnement pour les leur imposer - ce que font les institutions - nous irions d'office vers l'échec. Voilà pourquoi il est important d'avoir une posture décentrée. Par exemple, nous devons accepter que l'école ne fait pas sens pour eux, accepter aussi qu'ils ne perçoivent pas la parentalité ou le travail comme nous. Notre travail éducatif doit leur permettre d'avoir recours à leurs droits.

# Qui sont-ils ?

Seuls ou avec leur famille, ces jeunes viennent de partout (Slovaquie, Roumanie, Syrie, Afghanistan, Erythrée, etc.).

Ils sont en transit, en demande d'asile, sans-papiers, réfugiés, parfois belges. Certains vivent en centre, d'autres en logement semi autonome, ou en famille,

souvent dans des appartements insalubres, parfois en rue. Bref, leur parcours est aussi singulier que cabossé.



Pour le repas Beija a préparé un menu copieux. Soupe, salade, lasagnes, poulet. Elle tartine du pain rassis avec du pesto : « Je ne jette rien ». La bénévole vient de Zaventem deux jours par semaine. « Ils sont comme mes enfants ! ».

Cet après-midi, ce sera activité théâtrale : automassages, marche en musique en occupant tout l'espace et en apprenant à soutenir le regard de l'autre, jeu du miroir deux à deux, jeu de confiance dos à dos.



Un point commun rassemble ces jeunes : ils ne sont pas ou peu allés à l'école en Belgique ou dans un autre pays.



Pour nous, un jeune en exil signifie qu'il n'a pas encore trouvé de chez soi physique ou psychique. Notre définition est volontairement évasive parce que nous ne voulons pas nous limiter aux critères administratifs.

Ce sont des jeunes qui ont fait des tentatives pour s'affilier, mais la société les a rejetés aux niveaux des droits sociaux, du logement, des soins de santé, de l'enseignement, des loisirs, et même du sport. Ils n'ont pas les armes pour se défendre. Ils ne savent pas où aller s'ils ont besoin d'aide.

Il a donc fallu démontrer qu'ils existent. Et cela, sans moyens, puisque notre public n'est pas censé exister !

Nos journées sont très ritualisées. C'est important parce que ces jeunes n'ont jamais eu de structure. L'avenir pour eux ne dépasse pas l'heure qui suit. Ici, le temps et l'espace sont structurés. Et les jeunes s'en accommodent bien.

Ce n'est pas ces jeunes mais bien le système qui est inadapté. Et pour tout dire, à

l'école, leur présence dérange. On ne les comprend pas, ils ne partagent pas le même rythme ni les mêmes codes, ne restent pas en place, ne sont pas des élèves bien gentils ni bien polis.

Certains sont chez nous depuis cinq ans. Ce n'est pas nous mais les jeunes qui construisent leur projet et définissent les objectifs. Chaque jeune a une demande différente qu'on va accompagner. Pour l'un, ce sera se diriger vers une formation, pour l'autre vers un emploi ou un logement. Nous les accompagnons par exemple une journée de travail de jardinage ou plafonnage pour évaluer avec eux si le cadre leur convient. Nous essayons aussi de sensibiliser les institutions sur le potentiel de nos jeunes. Mais nous vivons souvent des échecs.

Tchai progresse comme toute recherche-action : l'équipe crée ses propres outils d'alphabétisation, les adapte par essais-erreurs, en cherchant les meilleures réponses pour chaque jeune. Car tout gravite autour d'eux. C'est peu dire que l'équipe n'arrête jamais.

# LE TRÉMA :

## une politesse belge



öle – et pas Kolë – c'est moi dans la famille. Presque le seul, car mon grand-père Kolë surnommé Çun, est mort avant que le petit-fils Kolë – accrochez-vous, l'explication du saut du tréma du O vers le E va suivre – ne naisse. Heureusement, en Belgique. Cela commence donc avec un Kolë qui s'en va la même année que son fils Ndue, appelé Bozh, se marie avec Djela en 1966, à

la commune d'Anderlecht. C'est poli pour les descendants. Une intégration prometteuse... ? Les aspects formels sont importants. Une mort, un mariage et une naissance. Mais bon, ils m'ont prénommé Kolë et non pas Nicolas.

Kolë naît à l'hôpital universitaire Brugmann. Pour l'état civil, ce sera Köle. Oui, pour le fonctionnaire, le tréma ne peut être que sur le O. L'allemand est une langue officielle en Belgique. En albanais, c'est sur le E. C'est un E sans voix. Il ne se prononce pas. C'est poli de vouloir intégrer et de donner une voix. C'est ça, la démocratie. Nationalité de Köle, réfugié ONU. Pas encore une voix. *No choice good choice. Köle in Belgium.* De toute façon, il faudra capitaliser sur le prénom. Quatre lettres et un signe. Cool. Il faudra toute sa vie mettre les points sur les I, pour ce qui concerne les deux points sur le O et pas sur le E.

« *Votre prénom, c'est lequel des deux ?* »

*Le prénom, c'est le plus utilisé,  
le moins formel, le plus personnel,  
le plus partagé théoriquement.*

*C'est soi dans une culture clanique.*

*Des familles de centaines de personnes.*

*Soi, car mon grand-père Kolë était appelé Çun.*

Cette photo n'a jamais existé, dans le sens où il s'agit d'une composition de photos de cartes d'identité effectuée après l'assassinat du cousin germain de mon père.

A gauche : Prelë Hysaj-Gjeloshaj (mon oncle, suicidé en 1973, Detroit -USA). Au centre en bas : Kolë Hysaj-Gjeloshaj (mon grand-père, mort en Belgique en 1966). En haut : Ndue Hysaj-Gjeloshaj (mon père, mort en Belgique en 2004). A droite : Pjeter Hysaj-Gjeloshaj (cousin germain de mon père, assassiné en 1952 à Vermosh-Albanie).

Comme ils sont tous nés en Albanie, ils portent le nom de famille en Hysaj. Ils l'ont changé en Gjeloshaj une fois émigrés en Yougoslavie. Donc moi, je suis né avec le nom de famille Gjeloshaj. Mais j'ajoute toujours « Hysaj » à mes écrits pour garder le lignage familial.



© Archive familiale

Le patronyme est bien orthographié. Toujours. Gjeloshaj, un défi! Le patronyme, jamais d'erreur à l'écrit. Ils y prêtent vraiment de l'attention. C'est poli. Gjeloshaj, monsieur, première lettre G ou J, c'est plus difficile quand tu dois l'épeler. En même temps, c'est ce qui te définit officiellement. Ils ne le prononcent pas. Sauvé. En Albanie, c'est Hysaj. Plus court. Imposé par les Ottomans. L'avantage, c'est que Gjeloshaj est peu commun en Belgique. Kôle aussi. Cela n'existe pas en Albanie. Question de signe. Simple, non? En Albanie, cela aurait été Kolë Hysaj ; en Belgique, c'est Kôle Gjeloshaj.

Kolë, c'est... ? A l'école, cela pouvait être *pot de colle*, on s'attache à la Belgique; la sortie de la *Mitsubishi Colt* en 1978 n'a pas été aidante – l'imagination des enfants. A l'université, plus festif, *AlKoleLo (alcool)*, en ajoutant les initiales de mes deux compagnons d'étude Alexandre et Laurent. L'élection du chancelier fédéral allemand en 1982 a apporté de la diversité, presque une stature, une légitimité. Pour les Français, cela pouvait être, colporteur, pas le musicien, ou colibri, avant Pierre Rahbi. Chacun sa contribution, n'est-ce pas ? C'est plus littéraire, un Français. En anglais, c'est plus commun, avec un C, Cole. Même prononciation. C'est aux USA qu'on avait prévu de s'installer. Cela aurait été encore plus poli. Lors de présentations, beaucoup pensent qu'à l'annonce de leur prénom, je leur réponds « cool ». Une relation qui commence bien. La Belgique pays du surréalisme et de la coolitude. On y est presque. Mais cela suscite régulièrement son lot de questions, c'est poli de s'intéresser aux autres.

Le diminutif de Nicolas ? Le masculin de Coline ? Le petit frère de la comptine, Colas ? Kolë, c'est Albanais ? Question de jeunes albanais à Bruxelles. Il faut continuer à expliquer, mais cette fois-ci aux Albanais, aux jeunes, ceux qui ont grandi avec des parents obligés de choisir des noms illyriens<sup>1</sup> évitant les références religieuses. Volonté communiste d'intégrer. Pas de classes sociales ni de clans moyenâgeux. Les Albanais sont à l'avant-garde question agilité et adaptabilité. L'antiquité, c'est la modernité et l'inclusion, c'est politiquement correct. Equilibrer verticalité et horizontalité ; communier le temps long avec le court. C'est ça l'intégration. Pour eux, mon patronyme constitue mon albanéité. Mais bon, on est belge. Avec un nom pareil, Bruxellois donc ?

Finalement, je signe en omettant le tréma. Kole, ça fait international. C'est le compromis à la belge parmi les trois langues officielles, le moment choisi d'employer l'anglais pour gagner du temps et rester amis avec tous. Kole, un zeste d'exotisme rassurant, une fois la traduction connue, mais sans signe. Ma contribution personnelle à la confusion de l'orthographe du prénom. Voyez-vous, en néerlandais on dit *Koninkrijk België*, le tréma est sur le E du mot Belgique, et en allemand, *Königreich Belgien*, le tréma sur le O du mot royaume. C'est la synthèse. Comme je suis francophone, cela confirme ma belgitude, donc pour le tréma, c'est une politesse. Signé : Kolë, Kôle, Kole. ▀

[1] L'illyrie est une ancienne région des Balkans, habitée par divers peuples antiques qui parlaient des langues indo-européennes disparues, considérées comme des ancêtres de l'albanais moderne, et dont l'héritage culturel persiste.



**10 ans de lutte pour la régularisation des sans-papiers**

# Le PARADOXE afghan

Historien et chercheur  
à l'Afghanistan Analysts Network (AAN) **Fabrizio FOSCHINI**

Photographe  
reporter **Elio GERMANI**

*À première vue, le paradoxe semble être celui-ci. Parmi les pays d'Europe occidentale, la Belgique affiche le taux de reconnaissance le plus bas pour les demandeurs d'asile originaires d'Afghanistan; pourtant, les communautés afghanes dans le pays connaissent une forte croissance. Certaines, comme celle d'Anvers, comptent parmi les principaux centres de la diaspora afghane en Europe. Si les raisons qui ont poussé et continuent de pousser de nombreux Afghans à quitter leur patrie sont tristement connues – la guerre d'abord, le régime taliban et la crise économique due à l'isolement international aujourd'hui – les problèmes qu'ils affrontent une fois arrivés en Belgique le sont moins. Pour nous en faire une idée, nous avons voyagé à rebours d'une décennie, remontant à la lutte pour les droits des demandeurs d'asile organisée dans l'église du Béguinage à Bruxelles en 2014, et à travers la Belgique d'aujourd'hui, sur les traces d'Afghanes et d'Afghans protagonistes de cette lutte, confrontés ensuite à d'autres défis.*



Des personnes sans-papiers en marche de Bruxelles à Anvers en février 2015, passant ici par Malines.

© Elio Germani



Aujourd'hui, la Belgique affiche l'un des taux de reconnaissance des demandeurs d'asile afghans les plus bas d'Europe, bien inférieur à celui de ses pays voisins. De 60 à 70 % avant 2021, le pourcentage de demandes acceptées est tombé à 40 % en 2023, pour s'établir autour de 50 % en 2024. Malgré cela, ces dernières années, les Afghans ont souvent constitué le groupe le plus important de demandeurs d'asile en Belgique. En 2024, avec 3.541 nouvelles demandes d'asile, ils occupaient la troisième place parmi les groupes nationaux, mais toujours la première place parmi les recours, avec 1.673 demandes.

Les premiers réfugiés afghans en Belgique sont arrivés dans les années 1980, à l'époque de l'occupation soviétique : des petites communautés s'installèrent à Bruxelles et Anvers sans faire de bruit. Le flux de réfugiés s'est amplifié avec l'intensification de la guerre civile au cours des années 1990 et la recrudescence du conflit après la campagne militaire de l'OTAN entraînant la chute du premier émirat taliban en 2001. Des nouveaux sommets ont été atteints vers 2014, année où la majorité des forces de sécurité internationales ont quitté le pays, entraînant un premier effondrement dramatique de la sécurité.

### Nombre de demandes d'asile par pays d'origine en 2024

Palestine	5 692
Syrie	5 617
Afghanistan	3 541
Érythrée	2 396
Turquie	2 233

### Nombre de recours par pays d'origine en 2024

Afghanistan	1 673
Palestine	360
Syrie	270
Géorgie	284
Guinée	238

Source : AIDA-ECRE, Country Report Belgium, 2024 Update (June 2025)  
[https://asylumineurope.org/wp-content/uploads/2025/06/AIDA-BE\\_2024-Update.pdf](https://asylumineurope.org/wp-content/uploads/2025/06/AIDA-BE_2024-Update.pdf)

## Le collectif des 450 Afghans sans statut

C'est également entre fin 2013 et 2014 qu'a eu lieu l'un des épisodes les plus marquants de la mobilisation politique des demandeurs d'asile en Belgique, dont les Afghans furent les protagonistes. En septembre 2013, de nombreux sans-papiers, principalement demandeurs d'asile afghans qui s'étaient vu refuser la protection internationale et avaient perdu le droit à l'accueil, se sont organisés en collectif des « 450 Afghans sans statut ». Ils se sont installés dans l'église du Béguinage à Bruxelles. Avec le soutien de religieux et du Collectif belge des sans-papiers, ils y sont restés près de six mois.

À cette époque, le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) tentait d'opérer des distinctions impossibles, en divisant l'Afghanistan en zones sûres et zones dangereuses. Résultat : la protection était souvent refusée en fonction de l'origine régionale ou ethnique des Afghans, tandis que l'augmentation du nombre de demandeurs poussait le gouvernement belge à organiser le rapatriement forcé de plusieurs demandeurs déboutés.

L'opposition aux renvois forcés a été l'un des moteurs de la mobilisation du collectif afghan. A partir de l'occupation de

Farid occupa cette tente à l'église du Béguinage. © Elio Germani



l'église du Béguinage, celui-ci a mené des manifestations et des marches à travers la Belgique qui ont attiré l'attention de l'opinion publique et ont contraint le gouvernement à ouvrir des négociations. Au début de 2014, les renvois ont considérablement diminué et, finalement, en avril, le gouvernement accepta de régulariser la situation d'une partie des manifestants, en particulier des familles. Mais pour d'autres, l'attente des documents s'est prolongée plusieurs années supplémentaires.

## Farid : « Si tu arrêtes, tu tombes »

C'est le cas de Farid : arrivé en Belgique fin 2011, il n'a obtenu ses papiers qu'en 2021. Originaire de Kaboul, où il travaillait à la police du bâtiment, il collabore désormais avec l'atelier vélo Molembike en tant que mécanicien et accompagnateur lors des sorties. Farid se souvient avec enthousiasme de son expérience au Béguinage, même si, pour lui, cet épisode n'a pas signifié la fin de la lutte pour ses droits.

*« En 2013-2014, j'ai participé à la grande mobilisation des sans-papiers. Nous, les Afghans, étions l'un des groupes les plus nombreux parmi les promoteurs initiaux. Nous avons organisé des marches de Bruxelles à Anvers, à Malines et*

10 ans plus tard, Farid est désormais régularisé.

Il continue à soutenir la lutte des sans-papiers. © Elio Germani





Hamid (à droite), entouré d'autres personnes sans-papiers, en février 2015. © Elio Germani

Hamid, entouré de ses enfants, en 2025. © Elio Germani

*dans tous les coins de la Belgique. Après la mobilisation, le gouvernement a donné des papiers à certaines personnes, surtout aux familles. Mais une centaine d'entre nous, des Afghans célibataires, sommes restés sans.»*

Face à l'échec d'une régularisation pour tous, de nombreux demandeurs d'asile déboutés ont tenté leur chance dans d'autres pays, un choix stigmatisé comme « *asylum shopping* » par les gouvernements et qui se traduit, dans le cadre des accords de Dublin sur les pays responsables de la demande d'asile, par une série infinie de listes d'attente et de transferts forcés d'un Etat de l'UE à l'autre. Pourtant, fort de l'expérience et des connaissances acquises lors de la mobilisation, Farid a persévéré.

*« Les Belges m'ont beaucoup aidé. Au marché Clemenceau, trois jours par semaine, ils nous donnaient toujours de la nourriture, ou bien un comité solidaire la collectait et la distribuait. Pendant des années, j'ai été cuisinier pour un groupe de solidarité avec les sans-papiers. Nous cuisinons pour des événements, pour 10, 20, 50 personnes, et les recettes sont reversées à la caisse commune. J'ai fait d'autres demandes d'asile qui ont été immédiatement rejetées. Entre-temps, j'ai continué à étudier. J'ai finalement obtenu l'asile politique en 2021. Comme je le dis à l'atelier vélo: si tu t'arrêtes, tu tombes ; si tu tiens le coup, tu continues à avancer. »*

## Hamid : « 10 ans de ma vie évaporés »

Hamid est arrivé en Belgique en 2012 et, lui aussi, n'a obtenu l'asile que dix ans plus tard. Après avoir quitté l'église du Béguinage, il a continué à vivre à Bruxelles. Puis, il y a quatre ans, dès qu'il a obtenu l'asile et que sa femme a pu le rejoindre

en Belgique, il est parti vivre à Tongres, où il travaille comme mécanicien.

*« Dix ans de ma vie ont disparu, se sont évaporés. Sinon j'aurais eu plus tôt un travail, une maison, une famille. Ma demande d'asile a été rejetée dix fois, parce que je parle le dari [NDLR : le CGRA considérait donc Hamid comme en sécurité en Afghanistan]. Maintenant, je parle français et néerlandais. Je suis heureux d'avoir appris ces deux langues, même si je ne savais pas lire quand je suis arrivé ici. Pour un analphabète, apprendre une langue est difficile. Pendant quatre ans, j'ai travaillé gratuitement à Bruxelles, je réparais des vélos près du Jardin Botanique, juste pour apprendre la langue. Maintenant, je passe mon permis de conduire. Après le travail, je fais une heure de bus pour aller suivre les cours théoriques. Au travail, on me laisse partir quelques minutes avant la fermeture, car je suis doué et ils sont contents de moi. Je travaille avec les voitures depuis l'âge de neuf ans. Quand j'entends le bruit d'un moteur, c'est comme s'il me parlait dans une langue que je comprends. »*

Malgré les obstacles surmontés, Hamid reste lucide sur les problèmes toujours présents.

*« La vie est très chère ici. Chaque mois, il faut compter 700 € de loyer, plus 200 € de gaz et d'électricité. Avec une famille de 4 personnes et un salaire de 2.500 €, c'est difficile. En Belgique, je n'ai pas pu étudier à cause de mes enfants. C'est déjà difficile comme ça, nous ne pouvons même pas nous permettre de leur acheter des vêtements nouveaux. Mais je veux qu'ils aient une belle vie, qu'ils puissent étudier, qu'ils apprennent trois ou quatre langues. Pour cela, je dois maintenant me sacrifier pour eux. Pour qu'une maison prospère, quelqu'un doit se sacrifier. »*



Devant l'un des terrains d'entraînement de cricket à Anvers, Rachid savoure le projet abouti.  
© Elio Germani

## Abdul Rashid le capitaine

Un autre occupant du Béguinage, Abdul Rashid, est aujourd'hui capitaine du Beveren Cricket Club, l'une des équipes les plus cotées de Belgique. Âgé de 20 ans à son arrivée en 2013, Rashid s'est retrouvé sans papiers et sans logement à la fin de la mobilisation. Mais il avait pris goût à la participation citoyenne.

*« Quand j'ai finalement obtenu l'asile, je voulais avoir un réseau social, rencontrer des Belges. Alors j'ai rejoint Atlas, une organisation qui aide les réfugiés et essaie de les intégrer dans la société. Ensuite, j'ai collaboré avec les services aux citoyens, le Samenlevingsdienst. Ils m'ont fait connaître Kras Noord Antwerpen. À partir de là, pendant deux ans, j'ai fait du travail social en encadrant des jeunes après l'école, et j'ai obtenu une reconnaissance pour mes activités. J'ai même fini par prendre la parole au Parlement flamand ! Puis, j'ai travaillé pour Fedasil. En 2023, Gie Goris [journaliste] a invité des Afghans d'Anvers à une réunion et j'ai réussi à attirer l'attention sur la nécessité d'avoir un projet sportif ici. Quatre terrains de cricket avec des filets ont été construits. C'est une bonne chose pour les enfants : jouer au cricket les aide à combler un fossé, à se sentir égaux aux autres. Nous voulons montrer que les Afghans s'efforcent de faire partie de la société. Il faut saisir les opportunités pour réaliser du concret. C'est ainsi que l'on obtient de l'aide, afin que d'autres puissent en bénéficier aussi. Quel que soit le jeu, l'important est de toujours participer et de jouer selon les règles. »*

## Marwa la chance

Marwa était alors demandeuse d'asile avec son mari et ses jeunes enfants et l'une des rares femmes afghanes à jouer un rôle de premier plan au sein du collectif. Elle a eu plus de chance : à la suite de la mobilisation, elle a immédiatement obtenu l'asile politique.

*« Quand j'ai reçu une réponse négative à ma demande d'asile, j'ai eu l'impression que ma vie était finie. Pendant la procédure d'appel, nous n'avions droit ni à l'accueil ni à l'assistance médicale. Nous avons loué une chambre et avons travaillé dur. Mon mari, qui était ingénieur en Afghanistan, travaillait jusqu'à 22 heures pour 30 euros par jour, tandis que je travaillais dans un restaurant indien, où j'étais chargée du tandoor. J'étais très jeune et inexpérimentée, et je devais chaque fois insister pour être payée. Nous travaillions toute la journée, nous allions aux manifestations du collectif, mais nous ne restions pas au Béguinage ; nous rentrions chez nous. Puis un jour, Selma Benkhelifa [avocate] m'a dit : "Soit tu travailles, soit tu restes à l'église et tu luttas avec les autres". Je suis restée là pendant trois mois, j'ai participé à toutes les marches du mouvement. »*

Marwa vit aujourd'hui dans une petite ville de Wallonie et travaille comme interprète et éducatrice. Avec son mari et ses deux enfants, elle vient d'ouvrir une épicerie. Il y a dix ans, la mobilisation politique lui a offert la possibilité d'une nouvelle vie. Pourtant, plus récemment, la magie ne s'est



Reportage photo réalisé dans le cadre du festival Let's Art organisé par l'asbl Sireas en décembre 2025 : « Afghanistan. Voix d'exils et voix volées ».

pas reproduite. Lorsqu'elle a tenté d'organiser des initiatives publiques contre la prise de pouvoir des talibans en août 2021, Marwa s'est heurtée à un manque d'attention et d'empathie de la part des institutions, qui annonçait le désintérêt à venir pour l'Afghanistan et sa population.

« Lorsque les talibans ont pris le pouvoir, j'ai essayé d'organiser des manifestations. Nous sommes allés manifester devant l'ambassade afghane, mais les employés de l'ambassade ont appelé la police, nous accusant d'être racistes, de manifester contre les Pachtounes. Nous avons été battus et arrêtés. Les talibans ne sont pas tous des Pachtounes et, surtout, ils ne représentent pas tous les Pachtounes. Mais c'est ainsi que cela s'est terminé. On dit qu'un seul homme peut changer le monde, mais ce n'est malheureusement pas le cas. »

## Une histoire sans fin ?

L'année 2021 a marqué un tournant. Si, pendant quelques semaines, les projecteurs médiatiques ont été braqués sur la

chute de Kaboul et les scènes d'exode massif, au cours des mois et des années qui ont suivi, les taux de reconnaissance des demandeurs d'asile afghans ont rapidement diminué. Ces dernières années, l'église du Béguinage a de nouveau accueilli des Afghans menacés d'expulsion. En octobre 2025, nous y avons rencontré deux familles. La différence nous a paru immédiatement perceptible. En 2014, le collectif afghan avait suivi une stratégie visant à médiatiser ses revendications et son combat. La forte attention portée par la société civile à la situation en Afghanistan et aux problèmes des demandeurs d'asile, ainsi que le soutien politique dont ils bénéficiaient sur ces questions, leur avaient permis d'obtenir un succès partiel. Aujourd'hui, l'Afghanistan est aussi loin des projecteurs et des agendas politiques que la politique du « *Wir schaffen das* »<sup>[1]</sup>. Les familles afghanes réfugiées au Béguinage se montrent aujourd'hui méfiantes et réticentes envers les journalistes.

D'ailleurs, au cours du même mois d'octobre, la Belgique venait de lancer un appel pour que, compte tenu de l'absence de relations diplomatiques officielles entre les différents pays et l'émirat taliban, l'Union européenne organise un effort conjoint afin de coordonner et de faciliter les rapatriements forcés vers l'Afghanistan. L'appel belge a été immédiatement relayé par vingt autres Etats. Voilà peut-être le paradoxe le plus inexplicable : comment l'Europe peut-elle condamner les discriminations et les abus des talibans, quand elle ne semble pas avoir d'autre projection politique ou priorité concernant l'Afghanistan que celle de pouvoir se débarrasser en toute légalité des indésirables provenant de ce pays ? ▸

La nouvelle vie de Marwa, dans son épicerie, avec son mari et ses enfants. © Elio Germani



[1] L'expression « Nous y arrivons ! » a été lancée par la chancelière allemande Angela Merkel en 2015 et est restée le symbole d'une politique ouverte d'accueil et d'intégration des demandeurs d'asile aujourd'hui révolue.

# Points DE VUE

Traducteur, écrivain. « *Hostilités* »,  
recueil de nouvelles, éd. L'Harmattan, 2016. Jean-Pierre PISETTA

Étant né en Belgique de parents italiens, puis ayant fait ma vie dans ce royaume en gardant ma nationalité d'origine, je pourrais donc approuver ce verdict. Malheureusement il y manque des précisions d'importance.

Belge du Nord ou du Sud ? Ça fera bientôt deux cents ans que ce ratage (associer des Flamands et des Wallons sous un même drapeau) a été décrété et que les habitants du royaume font avec, présentant leurs efforts de cohabitation de plus en plus haletants sous l'appellation « art du compromis ». Une des seules personnes à croire en la Belgique est peut-être un journaliste des Marches, en Italie, région où je suis allé découvrir la ville natale d'un auteur que je traduis, Libero Bigiaretti. Après mon passage à Matelica (sa ville) et ma rencontre avec l'échevin de la culture, le journaliste en question a titré un article qu'il m'a consacré comme suit : « Libero Bigiaretti traduit en langue belge. »

Il y a un peu moins longtemps, quelque cent soixante ans, un roi du Nord de la Botte décide d'en réunir le Sud aussi sous le même étendard. Cet accaparement, appelé « Unité de l'Italie », a été qualifié, au Sud, par Nicola Zitara, un essayiste qui ne la voyait pas, lui, d'un bon œil : « Naissance d'une colonie. » Au Nord, j'avais un oncle, ancien repris de justice, qui était encore plus radical, mais dans l'autre sens. Un jour où j'étais retourné au village, je l'ai trouvé, sa canne à pêche à la main, au bord d'un plan d'eau (où il était interdit de pêcher) et il m'a déblatéré, entre autres joyeusetés, l'affirmation suivante : « En dessous du [lac de] Garde, y a que de la saloperie », lac de Garde qui se trouvait à dix kilomètres de là.

Enfin, et ça je le sais pour avoir traduit *l'Enfer* de Dante, on ne pourrit pas en enfer parce qu'on n'en a pas le temps, les tourments qu'on y subit étant sans cesse recommencés.

Mais bon, il n'est pas simple d'être exhaustif lorsqu'on écrit sur les murs, lesquels ne sont pas faits, du reste, pour écrire des traités. ▮

+  
TOUT CE QUI  
N'EST PAS BELGE  
OU ITALIEN, PUE SA  
ALLER POURRIR EN  
ENFER!!!

+  
~~10/10~~

**Éditeur responsable :** Alexandre Ansay

**Responsable de rédaction :** Nathalie Caprioli

**Ont contribué à ce numéro :** Alexandre Ansay, Mamadou Saliou Bah, Aissatou Barry, Thierno Barry, Massimo Bortolini, Mariam Diallo, Marisa Fella, Fabrizio Foschini, Elio Germani, Kolè Gjeshaj Hysaj, Christine Kulakowski, Valeria Lucera, Jean-Pierre Pisetta, Jean-François Pollet, Hamel Puissant, Riennepress, Patrick Six.

**Photo de couverture :** © Massimo Bortolini

Nombre de Guinéen-nés créent leur propre entreprise sprl, principalement dans les secteurs du transport, de l'import-export, du cosmétique, de l'agro-alimentaire, de l'horeca, comme Chez Diallo, dans le quartier de la gare du Nord à Bruxelles.

**Comité éditorial :** Ali Aouattah, François Braem, Laura Calabrese, Vincent de Coorebyter, Kolè Gjeshaj, Kenan Görgün, Billy Kalonji, Altay Manço, Marco Martiniello, Anne Morelli, Andrea Rea.

**Création graphique :** Paul d'Artet

**Mise en page :** Pina Manzella

**Impression :** IPM

*Les textes n'engagent que leurs auteurs. Les titres, intertitres et brefs résumés introductifs sont le plus souvent rédigés par la rédaction.*



*Avec l'aide de la Commission communautaire française, du Service d'éducation permanente, de la Fédération Wallonie-Bruxelles et d'Actiris.*



**imag** est le bimestriel édité par  
le **CBAI asbl** - Av. de Stalingrad, 24  
1000 Bruxelles  
tél. 02/289 70 50  
imag@cbai.be - www.cbai.be



## ABONNEZ-VOUS ! PRIX LIBRE

Payez en fonction de vos moyens  
et soutenez le travail de l'équipe de rédaction.

Par numéro ou par an (5 n°)

Disponible en format papier et numérique.

Versez votre participation sur le compte

IBAN BE34 00107305 2190

Prix indicatif : 5 euros/numéro

En n'oubliant pas de préciser  
vos **nom et adresse** en communication ainsi  
que la mention **format papier ou numérique**.

